



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



PROGRAMME DE TRAVAIL

2024

■ Institut national de la jeunesse et de  
l'éducation populaire (INJEP)

# Programme de travail

## 2024

■ Institut national de la jeunesse  
et de l'éducation populaire

# Table des matières

■	<b>PRÉSENTATION - INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE (INJEP)</b>	<b>6</b>
■	<b>SYNTHÈSE DES ORIENTATIONS POUR 2024</b>	<b>8</b>
■	<b>JEUNESSE, POLITIQUES DE JEUNESSE ET ENGAGEMENT DES JEUNES</b>	<b>9</b>
	<b>Focus sur quelques travaux sur la jeunesse</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'évaluation du dispositif « 1 jeune, 1 mentor »</li> <li>• Éclairages sur les conditions de vie des jeunes précaires</li> <li>• Les enjeux liés aux pratiques numériques des jeunes</li> </ul>	10
	<b>Focus sur quelques travaux sur l'engagement</b>	<b>10</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• #MeeToo dans les espaces ruraux. Formes de mobilisation et d'engagement des jeunes</li> <li>• Poursuite de l'évaluation du Service national universel</li> </ul>	11
	<b>Tableau synthétique des travaux « jeunesse et engagement »</b>	<b>12</b>
■	<b>VIE ASSOCIATIVE ET ÉDUCATION POPULAIRE</b>	<b>13</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Études sur le mécénat des entreprises et les ressources des associations</li> <li>• L'animation au défi de l'adaptation de ses pratiques</li> </ul>	
	<b>Tableau synthétique des travaux sur la vie associative et l'éducation populaire</b>	<b>14</b>
■	<b>SPORT ET PRATIQUES SPORTIVES</b>	<b>15</b>
	<b>Focus sur quelques projets sur le sport</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation de l'impact des jeux olympiques et paralympiques</li> <li>• Enquête de victimation dans le sport et les loisirs encadrés durant l'enfance</li> <li>• Les pratiques sportives des adolescents</li> </ul>	16
	<b>Tableau synthétique des travaux sur le sport et les pratiques sportives</b>	<b>17</b>
■	<b>LES PROJETS DU FONDS D'EXPÉRIMENTATION POUR LA JEUNESSE</b>	<b>18</b>
	<b>Focus sur les nouveaux appels à projets</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion de l'égalité filles-garçons lors des temps péri et extrascolaires</li> <li>• Accompagner les jeunes réalisant le SNU dans leur parcours d'engagement</li> </ul>	
	<b>Tableau synthétique des expérimentations du FEJ</b>	<b>19</b>

**■ LE SOUTIEN À LA RECHERCHE 21**

## Appel à des projets de recherche

Revue scientifique *Agora débats/jeunesses*

## Prix de thèse de l'INJEP

## Tableau synthétique des travaux dans le cadre du soutien à la recherche 22

**■ LES MISSIONS SUPPORT AU SOUTIEN  
DES TRAVAUX SCIENTIFIQUES 25**

## Documentation et centre de ressources

- La mise à disposition et l'enrichissement des collections du fonds documentaire de l'INJEP
- Les livrables et veilles documentaires
- L'évolution du portail documentaire

## Valorisation et diffusion des productions 26

- Une production éditoriale riche et diversifiée
- Le renforcement de la diffusion numérique et des formats accessibles
- Des événements pour des échanges et partages des savoirs accessible à tous

## Suivi administratif et financier 27

- Programmation, exécution et suivi des crédits
- Gestion administrative et financière du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse

**■ ANNEXES 28**

## Jeunesse et politiques de jeunesse

- Entrée dans la vie adulte et confiance en l'avenir professionnel
- Des jeunes et des mentors, analyses d'une relation d'accompagnement aux contours flous
- Précarité étudiante : des arbitrages au quotidien pour les jeunes
- Échanges économico-sexuels à l'adolescence : enquête exploratoire
- Les jeunes qui recourent à l'aide alimentaire
- Éducation à la sexualité en milieu scolaire : attente des adolescents et adolescentes
- Travail des lycéens et trajectoires scolaires
- Des pratiques aux politiques de mobilités pour les jeunes
- Les pratiques numériques des jeunes : revue de littérature
- Accès au logement social des jeunes : conditions d'attribution et appropriation du logement
- Enquête *Parcours et vie affective des jeunes adultes (enquête ENVIE)*

## Engagement

32

- S'engager ici et là-bas : les carrières militantes des jeunes descendants d'immigrés
- #MeToo dans les espaces ruraux, formes de mobilisation et d'engagement des jeunes
- L'ancrage territorial du service civique
- Les ruptures de missions de service civique

## Vie associative

34

- L'impact du mécénat de compétences sur la vie associative française
- Analyse des fiches de signalement d'événements graves en ACM
- Étude du coût du modèle économique des colonies de vacances

## Éducation populaire

36

- Les universités populaires en France
- Éducation populaire et transition numérique : de l'impact de l'intégration du numérique dans le fonctionnement associatif (formation, gouvernance, données)
- L'animation scientifique et l'éducation populaire à l'environnement : un héritage entre éducation, sciences et société (1970-2000)
- Trois ans après le diplôme, quelle insertion professionnelle des diplômés jeunesse et sport ?
- Les pratiques sportives des personnes en situation de handicap
- L'effet des évolutions démographiques sur les effectifs des clubs sportifs
- La pratique sportive et les licences annuelles : spécificités régionales
- La pratique sportive en quartiers prioritaires de la ville
- Économie et emplois sportifs : préfiguration du baromètre de l'emploi sportif

## Sports et pratiques sportives

38

- Le sport en entreprise
- Qui sont les collégiens peu ou pas sportifs ?
- Évolution et décrochages de la pratique sportive à l'adolescence : mythes ou réalité
- Les dons en France : un Français sur deux a donné à une association
- Bénévolat d'entreprise et incitation à l'engagement associatif
- Préfiguration d'un bilan annuel de l'emploi associatif - écarts de rémunération entre les salariés du secteur associatif et les autres
- Dons reçus par les associations (donnée DGFIP)

## Publication et animation de revue et collection scientifique

41

- Revue *Agora débats/jeunesses*
- « Cahiers de l'action »

## PRÉSENTATION

# INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE (INJEP)

Créé par le décret du 24 décembre 2015 (n° 2015-1771), l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) est un service à compétence nationale rattaché à la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, au sein du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse.

L'INJEP est un **observatoire**, un centre de ressources et d'expertise et le service statistique ministériel **sur les questions de jeunesse, d'éducation populaire, de vie associative, d'engagement citoyen et de sport**, et sur les politiques qui leurs sont dédiées.

L'INJEP se veut le **creuset de nouvelles connaissances et de nouvelles données publiques**, et contribue à **éclairer les acteurs et actrices de nos champs d'expertise sur leurs problématiques et enjeux**.

L'Institut comprend le **service statistique ministériel** en charge de la jeunesse, de la vie associative et du sport. Il participe également à l'**animation de la recherche**, notamment *via* le lancement d'appels à projets de recherche.

L'INJEP pilote le **Fonds d'expérimentation pour la jeunesse** : un laboratoire d'idées et d'expérimentations, qui accompagne les initiatives innovantes des acteurs de terrain. Il suit les expérimentations, leur donne de la visibilité et, à partir de leurs évaluations, identifie les bonnes pratiques. L'objectif est d'orienter les politiques publiques vers les dispositifs les plus efficaces.

L'INJEP dispose d'un **centre de documentation qui offre un fonds spécialisé unique en France** sur les questions de jeunesse, d'éducation populaire-animation, de vie associative et de sport ; ce centre est ouvert à l'ensemble des acteurs de ces domaines, ainsi qu'aux chercheurs.

Reflète de son activité, **L'INJEP édite une cinquantaine de publications** par an, disponibles sur son site internet : des résultats d'études ou d'évaluations qui prennent la forme de rapports, de chiffres-clés, d'ouvrages ou de documents courts (deux et quatre-pages), d'une revue de recherche *Agora débats/jeunesses*, et enfin

d'une collection de mutualisation et de réflexion sur les pratiques de terrain, Les « Cahiers de l'action ».

Les experts et expertes de l'INJEP interviennent régulièrement dans des séminaires académiques ou lors d'événements organisés par différents partenaires de nos champs d'expertise (85 interventions à l'extérieur en 2022). L'institut organise enfin des web-conférences, conférences-débats, séminaires et rencontres rassemblant des publics d'horizons variés, dans l'objectif de partager ses travaux, mais aussi de faire dialoguer des univers qui trop souvent s'ignorent : les pouvoirs publics, les acteurs et actrices de terrain, et les chercheurs et chercheuses.

**Cinq missions, assistées par un pôle administratif et financier (PAF) composent l'INJEP :**

- La mission enquêtes, données et études statistiques (MEDES)
- La mission études et recherche (MER)
- La mission expérimentation et évaluation des politiques publiques (MEEPP)
- La mission valorisation et diffusion (MVD)
- La mission documentation – centre de ressources (MDOC)

L'INJEP dispose enfin d'un **Conseil scientifique et d'orientation**. Celui-ci réunit de nombreux partenaires issus d'organismes de recherche, d'associations, de services statistiques publics, ou encore d'administrations afin de discuter et d'orienter les travaux de l'institut. ■

# SYNTHÈSE

## DES ORIENTATIONS POUR 2024

Conformément à son projet de service pour 2021-2025, les missions de l'INJEP se décomposent en deux axes principaux :

- **produire des connaissances originales pertinentes et actualisées dans les domaines de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement citoyen et du sport.** L'institut est chargé notamment d'analyser la situation des jeunes et les politiques qui leur sont destinées.
- **constituer un pôle de ressources et d'expertise pour l'ensemble des acteurs et actrices dans ces domaines** et contribue à diffuser les connaissances auprès de ces publics.

Ces grandes orientations se traduisent par la mise en œuvre de **sept priorités pour l'activité du service en 2024** :

- la réalisation et/ou l'exploitation de **grandes enquêtes statistiques nationales** sur des sujets caractérisés par un manque de données précises ou récentes (engagement associatif et dons aux associations, activités des adolescents en dehors de l'école, activités physiques et sportives des personnes en perte d'autonomie, victimation dans le sport et les loisirs encadrés pendant l'enfance...);
- **l'évaluation d'actions ou de dispositifs nouveaux ou structurants** dans le champ de la jeunesse (Plan « 1 jeune, 1 mentor », Service national universel, Cités éducatives, service civique...) ou du sport (Jeux olympiques et paralympiques 2024, Pass'Sport, dispositif « 2h de sport de plus au collège »);
- le lancement ou la poursuite de **travaux de recherche originaux dans le domaine de la jeunesse** et des politiques de jeunesse (conditions de travail et rapport au travail, éducation à la sexualité, accès au premier logement, conditions de vie des jeunes précaires...);
- la poursuite des **études sur la vie associative** (connaissance du tissu associatif dans ses dimensions d'emploi et de bénévolat, étude sur les dons, impact du mécénat...);
- **la montée en charge des études sur le sport** en cette année olympique (évolution des pratiques sportives, sport en entreprise, décrochage de la pratique sportive à l'adolescence, création d'un baromètre annuel de l'emploi sportif, victimation dans le sport...);
- **le soutien à la recherche**, avec le lancement de deux appels à projets de recherche, la publication de trois numéros de la revue académique de l'institut (*Agora débats jeunesse*), et **la troisième édition du Prix de thèse de l'INJEP** consacrée au sport;
- le lancement de **nouvelles expérimentations du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse** (promotion de l'égalité entre les filles et les garçons dans les activités péri et extrascolaires, soutien à l'engagement dans le cadre du service national universel);
- **l'amélioration continue de la valorisation des travaux de l'institut** et la poursuite des travaux de veille et de consolidation du fonds documentaire de l'institut.

Au-delà de ces grandes orientations, ce document présente l'activité de l'INJEP par grands axes, en la détaillant, notamment, *via* les tableaux de synthèse et les annexes. ■



# JEUNESSE, POLITIQUES DE JEUNESSE ET ENGAGEMENT DES JEUNES

*La jeunesse est une thématique de travail majeure de l'INJEP. L'institut s'intéresse à toutes les dimensions du parcours de vie des jeunes : éducation formelle et non formelle, insertion professionnelle et sociale, engagement associatif et citoyen, santé, sexualité, pratiques sportives, culturelles et numériques, logement... L'INJEP analyse également les politiques de jeunesse, au plan national comme dans les territoires, et publie Les Chiffres clés de la Jeunesse. Il pilote des évaluations d'envergure sur des dispositifs de politique publique comme le Service national universel, le service civique ou le plan « 1 jeune, 1 mentor ». L'institut produit enfin régulièrement des enquêtes statistiques et pilote chaque année le Baromètre DJEPVA sur la jeunesse.*

## Focus sur quelques travaux sur la jeunesse

### L'évaluation du dispositif « 1 jeune, 1 mentor »

Le plan « 1 jeune, 1 mentor », lancé en 2021, poursuit l'objectif de lutter contre les inégalités des chances (en matière de réussite scolaire, d'orientation, d'insertion socio-professionnelle...) par le biais du développement d'une offre de mentorat sur l'ensemble du territoire. Porté conjointement par le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse et le ministère chargé du travail, de l'emploi et de l'insertion, ce dispositif s'adresse aux enfants, adolescents et jeunes âgés de 6 à 30 ans qui « en expriment le besoin ». Les structures financées (associations, fondations, groupements d'intérêt public) s'engagent à accompagner des binômes de mentors et mentorés.

Depuis 2022, l'INJEP est chargé de l'évaluation de ce programme, qui s'articule autour de trois grandes dimensions :

- **caractériser la diversité des dispositifs de mentorat**, afin de qualifier précisément le public aidé et sa correspondance avec les cibles visées, et de décrire concrètement l'aide apportée par le mentorat (fréquence et durée moyenne des séances, activités réalisées durant les séances, etc.) ;
- **comprendre le rôle des organismes en charge des programmes de mentorat** (identification des cibles, qualité du matching, rôle des chargés de suivi mentorat, diversité des coûts, etc.) ;
- **mesurer les effets du mentorat sur les compétences et les parcours des jeunes et des mentors.**

Le protocole d'évaluation s'appuie sur **des méthodes mixtes et comporte deux axes** :

- **un axe « publics »** qui interroge ce que fait le mentorat aux mentorés et aux mentorées, *via* une enquête quantitative longitudinale auprès de 1000 binômes et deux enquêtes qualitatives auprès des jeunes et de leurs mentors.
- **un axe « structures »** qui interroge ce que fait le mentorat aux structures qui mettent en place ce dispositif *via* une enquête qualitative.

Pour accompagner la mise en œuvre de l'évaluation, l'INJEP a constitué **un conseil scientifique** qui se compose de représentantes et de représentants de l'administration, du milieu associatif ainsi que du monde académique. Il permet de faire dialoguer l'ensemble des parties prenantes et a pour mission d'accompagner le bon déroulement de l'évaluation et d'assurer la qualité scientifique des travaux. Un rapport intermédiaire est prévu en mars 2024.

## Éclairages sur les conditions de vie des jeunes précaires

**La précarité alimentaire étudiante n'est pas nouvelle, mais la crise sanitaire puis le contexte inflationniste l'ont fait sortir de l'ombre et en ont renforcé l'intensité.** Pour quelles solutions et quels arbitrages optent les étudiants précaires afin de faire face à des conditions de vie dégradées ? Alors que le coût de la vie augmente et que les ressources économiques restent stables ou faiblissent, où se trouvent les solidarités qui permettent de tenir chaque mois ? Quelles aides sont accessibles et mobilisées ? Une première étude de l'INJEP propose d'éclairer la manière dont les étudiants précaires opèrent la hiérarchisation de leurs besoins (logement, alimentation, transports, santé, etc.) pour organiser et faire face aux situations de « survie » auxquelles ils sont confrontés en cette période de crise et d'inflation importante. Une seconde étude exploitera la dernière enquête *Aide alimentaire* de l'INSEE pour caractériser les jeunes y ayant recours.

La fragilité des conditions de vie des jeunes se révèle également dans le domaine du logement. La crise qui caractérise ce secteur, y compris pour le logement social, frappe fortement les jeunes. L'offre de logement social spécifique pour les jeunes se concentre essentiellement sur les résidences étudiantes et les foyers des jeunes travailleurs. Les conditions d'entrée et de maintien dans le logement social des jeunes demeurent relativement peu étudiées. Dans un contexte plus général où l'accès au logement social relève d'un parcours souvent difficile et long, en particulier dans les grandes villes, ces travaux de recherche s'attacheront à **analyser les conditions d'attribution de logements sociaux à des jeunes**, ainsi que les trajectoires résidentielles et les modes d'habiter (colocation, habitat précaire..).

À la différence des étudiants, **le travail des lycéens durant leurs études constitue un angle mort de la recherche et des politiques publiques en France.** La question de cette conciliation travail/études des élèves du secondaire a en revanche été étudiée dans de nombreux pays. L'INJEP participera à un programme de recherche, soutenu par l'Agence nationale de la recherche, afin d'explorer cette problématique méconnue du travail lycéen, en quantifiant ce phénomène, en analysant les modalités de son développement et en étudiant ses impacts sur le parcours scolaire des « lycéens laborieux ».

## Les enjeux liés aux pratiques numériques des jeunes

L'INJEP produira **une revue de littérature sur les pratiques numériques des jeunes.** Aujourd'hui, les jeunes font, en effet, une utilisation croissante du numérique pour communiquer, se rencontrer, se divertir, s'informer, suivre des cours ou bien – chez les plus âgés d'entre eux – effectuer des démarches administratives, une recherche d'emploi, de logement, des achats, etc. Pour autant, elles et ils ne sont pas égaux dans l'accès au numérique, et n'ont pas nécessairement conscience des « risques » inhérents à l'utilisation de certains outils. Il s'agira d'une synthèse des connaissances sur les pratiques numériques des jeunes en s'appuyant sur les grandes enquêtes statistiques et les études qualitatives menées en France sur ce sujet, au cours de cette dernière décennie. Une attention particulière sera, en outre, portée aux inégalités et aux exclusions sociales que le numérique est susceptible d'engendrer.

## Focus sur quelques travaux sur l'engagement

### #MeToo dans les espaces ruraux. Formes de mobilisation et d'engagement des jeunes

L'abondante littérature sur la question de la « libération de la parole » dans la suite du mouvement #MeToo a laissé dans l'ombre la dimension territoriale, conduisant à généraliser à l'ensemble des territoires des analyses et points de vue essentiellement urbains.

Ce mouvement est-il pour autant absent des territoires plus ruraux ? La recherche de l'anonymat dans des zones rurales peu denses « où tout le monde se connaît », la plus grande dépendance économique de certaines victimes vis-à-vis des auteurs de violence, une connaissance parfois insuffisante des dispositifs de soutien, le manque de structure d'hébergement ont peut-être donné un caractère particulier à son mode d'expression et

**le mouvement #MeToo a sans doute ouvert la voie à des nouvelles modalités d'engagement et d'action collective des jeunes sur ces territoires.**

## Poursuite de l'évaluation du service national universel

L'INJEP a été missionné pour piloter l'évaluation du service national universel (SNU). Les objectifs généraux de cette évaluation sont d'observer les conditions de mise en œuvre opérationnelle du SNU, de rendre compte des différences sur chacun des territoires et d'analyser la réception par les différents acteurs concernés. Il s'agissait de **proposer une analyse des forces et faiblesses du dispositif et d'envisager des pistes d'évolution du SNU.**

Pour ce faire, depuis 2019, **le dispositif d'évaluation des phases de préfiguration et de déploiement repose sur des méthodes d'évaluation mixtes :**

- **un volet quantitatif** au travers d'un questionnaire administré aux jeunes volontaires ayant participé à la phase de cohésion du SNU (juin 2019, juin 2021, juin-juillet 2022, février, avril et juin-juillet 2023) et un an après, au sujet de leur mission d'intérêt général, seconde phase obligatoire du SNU (septembre 2020, août-septembre 2022) ;
- **un volet qualitatif** *via* une enquête pendant la phase d'accueil des jeunes en séjour de cohésion reposant à la fois sur des observations et des entretiens avec des jeunes et des professionnels (2021 et 2022) et la mise en place d'une enquête auprès des encadrants.

En 2024, plusieurs opérations d'évaluation sont prévues, notamment pour s'adapter à l'évolution du dispositif qui met en place des classes et lycées engagés ***via* une labellisation par appel à projet**. Depuis la rentrée 2023, le nouveau label "classes engagées" donne aux élèves de seconde et de première année de CAP l'opportunité de faire l'expérience du SNU. Ce label est attribué aux classes de seconde et de première année de CAP des lycées publics et privés sous contrat par un comité académique en fonction de critères pédagogiques. ■

## Tableau synthétique des travaux "jeunesse et engagement"

INTITULÉ	LIVRABLE	MISSION
<b>JEUNESSE ET POLITIQUES DE JEUNESSE</b>		
<b>ÉTUDES</b>		
<b>Insertion - Emploi</b>		
L'entrée dans la vie adulte et le rapport à l'avenir professionnel	IAS	MEDES
Des jeunes et des mentors, analyse d'une relation d'accompagnement aux contours flous	Rapport	MEEPP/ MER
<b>Jeunes vulnérables</b>		
Précarité étudiante : des arbitrages quotidiens pour les jeunes	Rapport	MER
Échanges économico-sexuels à l'adolescence : enquête exploratoire	Rapport	MER
Les jeunes qui recourent à l'aide alimentaire	IAS	MEDES
<b>Éducation</b>		
Éducation à la sexualité en milieu scolaire : attentes des adolescents et des adolescentes	Rapport / Fiche 'Repères'	MER
Travail des lycéens et trajectoires scolaires	Rapport	MER
<b>Mobilités</b>		
Mobilité européenne et internationale des jeunes : enjeux et dispositifs	Fiche 'Repères'	MEDES
Des pratiques aux politiques de mobilité pour les jeunes	Rapport	MER
<b>Autres thématiques</b>		
Les pratiques numériques des jeunes	Rapport	MER
Accès au logement social des jeunes : conditions d'attribution et appropriation du logement	Rapport/Fiche 'Repères'	MER
Les discriminations subies par les jeunes	Fiche 'Repères'	DIR
<b>ÉVALUATIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES</b>		
Évaluation du plan 1 jeune 1 mentor	Rapports/Fiche 'Repères'	MEEPP/ MER
Évaluation des Cités éducatives	Rapport	MEEPP
Contre les discriminations ethno-raciales : évaluation d'un dispositif de formation dans les missions locales	IAS	MEEPP
Pari réussi d'un programme éducatif de prévention de l'obésité infantile	IAS	MEEPP
<b>DONNÉES STATISTIQUES</b>		
Chiffres-clés sur la Jeunesse 2024	Chiffres clés	MER
Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2024	Rapport	MER
Recueil des données sur la mobilité internationale des jeunes	Statistiques en ligne	MEDES
Participation à l'enquête <i>Parcours et vie affective des jeunes adultes (ENVIE)</i>	Questionnaire	MER
<b>ENGAGEMENT</b>		
<b>ÉTUDES</b>		
S'engager ici et là-bas : carrières militantes des jeunes descendants d'immigrés	Rapport	MER
L'engagement des jeunes	Fiche 'Repères'	MER
#MeToo dans les espaces ruraux. Formes de mobilisation et d'engagement des jeunes	Rapport	MER
Moral, état d'esprit et engagement citoyen des jeunes en 2024	Rapport/IAS	MER
<b>ÉVALUATIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES</b>		
Évaluation du Service national universel (enquêtes post-séjour, enquête auprès des encadrants, classes et lycées engagés)	Fiche 'Repères'/Rapports	MEEPP/ MEDES
L'ancrage territorial du service civique	IAS	MEDES
Les ruptures de missions de service civique	IAS	MEDES
<b>DONNÉES STATISTIQUES</b>		
Les bénéficiaires et missions de service civique en chiffres	Statistiques en ligne Fiche 'Repères'	MEDES

## VIE ASSOCIATIVE ET ÉDUCATION POPULAIRE

*L'INJEP pilote le service statistique ministériel en charge de la vie associative et publie régulièrement les Chiffres clés de la vie associative. En 2024, l'institut poursuit l'exploitation de plusieurs enquêtes sociologiques et statistiques pour mieux comprendre les évolutions auxquelles sont confrontées les associations, ainsi que les modalités d'engagement des jeunes ou moins jeunes au sein des associations, notamment via le bénévolat et le mécénat de compétences.*

*L'INJEP partage par ailleurs une longue histoire commune avec les mouvements d'éducation populaire, et continue à étudier et éclairer leurs dynamiques, notamment au travers d'analyses portant sur le secteur de l'animation péri- et extrascolaire. L'INJEP produit annuellement des données statistiques et enquêtes sur les accueils collectifs de mineurs (ACM) et s'intéresse aux parcours des professionnels de jeunesse, notamment les jeunes diplômés du BAFA ou du BPJEPS.*

### Focus sur quelques travaux sur la vie associative et l'éducation populaire

#### Études sur le mécénat des entreprises et les ressources des associations

Les dons des ménages en faveur des associations sont d'ores et déjà étudiés, d'une part, grâce aux données de l'*Enquête nationale sur l'engagement associatif et les dons* (ENEAD 2021), réalisée par l'INJEP, et d'autre part, grâce aux données fiscales. Ces sources permettent de connaître le profil des ménages donateurs et l'effort de don par rapport à leurs revenus. **L'INJEP analysera les nouvelles données fiscales sur les dons reçus par les associations** pour mieux caractériser le profil des associations bénéficiaires. L'INJEP exploitera également **les données fiscales relatives au mécénat des entreprises** pour documenter quelles entreprises participent au mécénat et quels organismes bénéficient de ces fonds.

Encore peu connu par le grand public et peu étudié, le mécénat de compétences s'est par ailleurs développé au cours des dernières années. **Dans le prolongement de l'étude menée sur les ressorts individuels de l'engagement dans le mécénat de compétences en association, l'INJEP complète son analyse par l'observation directe de l'intégration et de la participation des collaborateurs volontaires à la vie de l'association.** L'objectif de l'enquête est de cerner les possibilités d'engagement des salariés volontaires dans différentes associations, les modalités de leur accompagnement mais aussi, en retour, les effets du mécénat de compétences sur la gouvernance, la conduite collective, la gestion et le déploiement du projet du côté des associations elles-mêmes.

#### L'animation au défi de l'adaptation de ses pratiques

Aujourd'hui, les structures du secteur des accueils collectifs de mineurs font état de difficultés de recrutement, notamment dans le périscolaire. La crise sanitaire a accentué depuis 2020 ces difficultés en engendrant d'une part une lassitude de certains animateurs et animatrices, et en limitant, d'autre part, la capacité des jeunes à se former. Ces difficultés conjoncturelles viennent s'ajouter à la baisse tendancielle du nombre de BAFA délivrés chaque année, observée depuis une dizaine d'années. De nombreux jeunes se détourneraient de ces métiers qui leur semblent intéressants mais peu valorisés, peu rémunérés, avec des temps de travail morcelés et peu de perspectives d'évolution. L'INJEP va consacrer un numéro de sa collection de mutualisation et de réflexion sur les pratiques de terrain, Les « Cahiers de l'action », au secteur de l'animation. Ce numéro se propose de décaler le regard pour aborder ce secteur à travers des thématiques où l'on peut observer une adaptation des pratiques d'animation en séjour ou hors hébergement, en étant attentif à la parole et aux contraintes des organisateurs ou collectivités. ■

## Tableau synthétique des travaux sur la vie associative et l'éducation populaire

INTITULÉ	LIVRABLE	MISSION
<b>VIE ASSOCIATIVE</b>		
<b>ÉTUDES</b>		
L'impact du mécénat de compétences sur la vie associative française	Rapport / Fiche Repères	MER
Les dons en France - Un Français sur deux donne à une association	Rapport / IAS	MEDES
Bénévolat d'entreprise et incitations à l'engagement associatif	Rapport / IAS	MER
Préfiguration d'un bilan annuel de l'emploi associatif	Rapport	MEDES
<b>REVUE</b>		
L'impact de l'évaluation des associations	'Cahiers de l'action'	MER
<b>PRODUCTION DE DONNÉES STATISTIQUES</b>		
Analyse de l'effort national de l'État en faveur des associations	Statistiques en ligne	MEDES
Panoramas statistiques régionaux de la vie associative	Rapport	MEDES
Analyse des données fiscales sur le mécénat d'entreprise	Statistiques en ligne	MEDES
Analyse des données fiscales sur les dons reçus par les associations	Statistiques en ligne	MEDES
<b>ÉDUCATION POPULAIRE - ANIMATION</b>		
<b>ÉTUDES</b>		
Les Universités populaires en France	Fiche 'Repères'	MER
Éducation populaire et transition numérique : l'impact de l'intégration du numérique dans le fonctionnement associatif	Rapport	MER
L'animation scientifique et l'éducation populaire à l'environnement : un héritage entre éducation, sciences et société (1970-2000)	Fiche 'Repères'	MER
Analyse des fiches de signalement d'événements graves en ACM	Rapport	MER
Etude du coût économique des colonies de vacances	Rapport	MER/MEDES
<b>REVUE</b>		
L'animation au défi de l'adaptation de ses pratiques	Cahiers de l'action	MER
<b>DONNÉES STATISTIQUES</b>		
<b>ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS</b>		
Fréquentation des accueils collectifs de mineurs en 2023-2024	Fiche 'Repères' Statistiques en ligne	MEDES
Profil des organisateurs de colonies de vacances (ACM avec hébergement) en 2022/2023	Fiche 'Repères' Statistiques en ligne	MEDES
<b>INSERTION DES DIPLÔMÉS DES MÉTIERS DE L'ANIMATION</b>		
Les diplômés des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) et de directeur (BAFD) en 2023	Fiche 'Repères' Statistiques en ligne	MEDES
Les diplômés 2022-2023 d'un BPJEPS éducateur sportif ou animateur	Fiche 'Repères' Statistiques en ligne	MEDES

## SPORT ET PRATIQUES SPORTIVES

*Service statistique du ministère en charge des sports, l'INJEP publie les données de référence sur les licences sportives, la pratique physique et sportive, le poids économique du sport ou encore l'emploi dans le secteur sportif. L'institut met en place des enquêtes (Enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives, Baromètre national des pratiques sportives, enquête de victimation dans le sport) et publie les « Chiffres-clés du sport ». L'institut produit de plus régulièrement des études pour mieux comprendre ce secteur et ses évolutions. Par exemple, en 2024, l'INJEP s'intéressera aux pratiques sportives des personnes en situation de handicap ou aux pratiques dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). L'INJEP s'investit également dans l'évaluation de dispositifs tels que le Pass'Sport et « 2h de sport en plus au collège », ainsi que dans l'étude de l'impact des Jeux olympiques et paralympiques 2024.*

### Focus sur quelques projets sur le sport

#### Évaluation de l'impact des Jeux olympiques et paralympiques

La délégation interministérielle aux jeux olympiques et paralympiques (DIJOP) pilote une évaluation de l'impact des Jeux de Paris en 2024. L'INJEP pilote deux axes d'évaluation parmi les 13 identifiés par la DIJOP : **l'impact des JOP sur la pratique du sport par les adultes (axe 1) et la description et le vécu des publics des Jeux (axe 7)**. Après une phase de travaux préparatoires en 2023, l'évaluation sera conduite à l'automne 2024, à l'issue des JOP.

La première évaluation (axe 1) reposera notamment sur l'exploitation du *Baromètre national de la pratique sportive* (mesure un an avant les Jeux, l'année des Jeux et un an après les Jeux) et sur le recensement des licences sportives auprès des fédérations. Pour permettre de premiers retours rapides en attendant les données définitives des licences pour la saison 2024/2025, une « enquête flash » après de 60 fédérations, notamment olympiques, a été réalisée en novembre 2023 et sera reconduite en novembre 2024.

La seconde évaluation (axe 7) se déclinera autour de quatre types de publics : les spectateurs des Jeux, les téléspectateurs, les volontaires de Paris 2024 et de la Mairie de Paris et les Français dans leur ensemble. Au-delà de la description du profil de ces différents publics par des enquêtes *ad hoc*, l'objectif de cet axe sera également d'analyser dans quelle mesure un événement sportif de grande ampleur comme les JOP peut modifier les représentations des Français vis-à-vis du sport, et notamment vis-à-vis du sport féminin et du parasport.

#### Enquête de victimations dans le sport et les loisirs encadrés durant l'enfance

Le sujet des victimations dans le sport et les loisirs encadrés pendant l'enfance (notamment les colonies de vacances) est un angle mort de l'observation statistique. Dans le cadre de l'enquête *Vécu et ressenti en matière de sécurité* (VRS) conduite par le service statistique ministériel Sécurité intérieure, l'INJEP et la direction des sports préparent une enquête thématique sur les victimations dans le sport et les loisirs encadrés pendant l'enfance, **dont la collecte se déroulera en 2024**. L'objectif sera d'estimer la prévalence des différents types de faits (agressions physiques, sexuelles, harcèlement, insultes et agressions à caractère raciste, homophobe, discrimination, etc.) dans les loisirs encadrés (activités extrascolaires culturelles, artistiques et sportives, mouvements de jeunesse, centres de loisirs, etc.) et les colonies de vacances pendant l'enfance et l'adolescence ou en lien avec le contexte sportif tout au long de la vie.

Une partie des répondants à l'enquête socle VRS ainsi qu'un échantillon d'anciens sportifs de haut niveau seront ciblés pour répondre à l'enquête thématique qui a pour objectif de décrire plus en détails l'identité des auteurs de violences et leur statut, les lieux et contextes de commission de faits. Les violences en lien avec le supportérisme seront également abordées.

## Les pratiques sportives des adolescents

La majorité des adolescents pratiquent régulièrement un sport : à 13-14, 83 % d'entre eux font du sport au moins une fois par semaine en dehors des cours d'EPS. Néanmoins, 7 % ne font jamais de sport, et 10 % n'en font que de manière occasionnelle. L'INJEP va analyser **le profil des collégiens peu et pas pratiquants de sport** en mobilisant l'*Enquête sur les activités des jeunes en dehors du collège* (AJEC) réalisée en 2019 en partenariat avec la DEPP (service statistique du ministère en charge de l'éducation nationale).

De plus, la pratique sportive évoluant avec l'âge, certains travaux mettent en évidence une baisse au moment de l'entrée au lycée, notamment chez les filles. Les collégiens interrogés par l'INJEP et la DEPP ont à nouveau été enquêtés en 2023, alors qu'ils étaient pour la plupart en classe de terminale. Les données seront disponibles en 2024 et permettront d'analyser, quatre ans après, l'évolution de la pratique sportive. L'objectif est de **documenter la baisse de la pratique sportive des adolescents habituellement observée après l'entrée au lycée**, et grâce à la dimension panel de l'enquête, de mieux comprendre les freins à la pratique sportive.

Les résultats de ces études feront l'objet de publications en 2024 et viendront notamment alimenter les réflexions autour du déploiement du nouveau dispositif « 2 heures supplémentaires de sport au collège ». ■



## Tableau synthétique des travaux sur le sport et les pratiques sportives

INTITULÉ	LIVRABLE	MISSION
<b>ÉTUDES</b>		
Le sport en entreprise en 2023	IAS	MEDES
Qui sont les collégiens peu ou pas sportifs ?	IAS	MEDES
Évolution et décrochage de la pratique sportive à l'adolescence : mythes et réalités	IAS	MEDES
3 ans après le diplôme quelle insertion professionnelle des diplômés jeunesse et sport ? (enquête <i>Génération 2017</i> )	IAS	MEDES
La pratique sportive des personnes en situation de handicap	Rapport	MEDES
L'effet des évolutions démographiques sur les effectifs des fédérations sportives	IAS	MEDES
La pratique sportive et les licences annuelles : spécificités régionales	Ouvrage hors collection	MEDES
La pratique sportive en Quartier prioritaire de la ville	Rapport/Fiche "Repères"	MEDES
Dernières évolutions des pratiques sportives en France mi-2024	Fiche "Repères"	MEDES
<b>ÉVALUATIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES</b>		
Évaluation de l'impact des JOP 2024 sur la pratique sportive	Rapport	MEDES
Évaluation de l'impact des JOP 2024 - Les publics des jeux	Rapport	MEDES/MEEPP
Évaluation du dispositif "2h de sport en plus au collège"	Rapport	MEEPP
<b>DONNÉES STATISTIQUES</b>		
Plateforme open data des données publiques du sport	Statistiques en ligne	MEDES
Baromètre national des pratiques sportives 2024	Rapport	MEDES
Économie et emploi sportif - Préfiguration du baromètre de l'emploi dans le sport - Enquête annuelle d'insertion des diplômés de la filière jeunesse, éducation populaire et sport (IDJEPS)	Rapport	MEDES
Les emplois aidés dans le sport - traitement trimestriel des données DARES	Statistiques en ligne	MEDES
Enquête thématique de victimation dans les loisirs encadrés pendant l'enfance et le sport tout au long de la vie	Enquête sur le terrain	MEDES
Les licences annuelles des fédérations sportives en 2024	Statistiques en ligne Fiche "Repères"	MEDES
Exploitation du recensement des équipements sportifs 2024	Statistiques en ligne Fiche "Repères"	MEDES
Le poids économique du sport en 2022	Statistiques en ligne Fiche "Repères"	MEDES

## LES PROJETS DU FONDS D'EXPERIMENTATION POUR LA JEUNESSE

*L'INJEP pilote le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ), un laboratoire d'idées et d'expérimentations, qui accompagne et évalue les initiatives innovantes des acteurs de terrain. Le FEJ suscite des programmes expérimentaux dans différents champs de la politique menée en faveur des jeunes, notamment pour améliorer leur réussite scolaire, les mobiliser au service des causes d'intérêt général, ou favoriser leur insertion sociale et professionnelle (orientation, emploi, logement, santé, etc.). L'objectif est d'apporter la preuve de la réussite d'un nouveau programme avant un éventuel essaimage ou une généralisation.*

*En 2024, l'INJEP assurera le suivi d'une vingtaine d'expérimentations en cours portant sur l'autonomie et l'insertion des jeunes ruraux en France hexagonale, et, en Outre-mer, sur la lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme, sur la prévention des conduites à risque et le meilleur accès des jeunes aux soins, ou encore, sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et le développement de la vie associative.*

*Les enseignements tirés des expérimentations achevées feront l'objet d'une restitution sous forme de publications et d'événements ; parallèlement, l'INJEP lancera deux nouveaux appels à projets en 2024.*

### Focus sur les nouveaux appels à projets

#### Promotion de l'égalité filles-garçons lors des temps péri et extrascolaires

Un nouvel appel à projets national en faveur de l'égalité filles-garçons lors des temps périscolaires et extrascolaires sera lancé début 2024, à destination des associations et des établissements scolaires. Il s'agit de **l'une des mesures du plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027**, présenté par le Gouvernement en mars dernier. Il vise, au sein de ce plan, à « prolonger l'action de l'école dans le péri et l'extrascolaire pour un continuum de l'égalité ». **L'objectif est de développer des outils pédagogiques innovants afin de sensibiliser les jeunes et professionnels des activités péri et extrascolaires à la place et au rôle des femmes dans la société, à leur accès aux responsabilités et à la mixité professionnelle.**

Comme pour chaque appel à projets, une première phase de réflexion collective a été nécessaire afin de saisir les enjeux des politiques publiques menées, d'identifier des projets novateurs, ainsi que les acteurs et actrices qui vont relayer l'appel à projets sur le terrain. Cette réflexion s'est appuyée sur un comité d'experts, notamment avec des chercheurs et chercheuses spécialistes du domaine, des personnalités qualifiées, le service du droit des femmes de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), le Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), une représentante d'une direction régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES).

#### Accompagner les jeunes réalisant le SNU dans leur parcours d'engagement

**Cet appel à projets vise à expérimenter un dispositif d'accompagnement auprès des jeunes volontaires ayant réalisé leur séjour de cohésion dans le cadre du SNU**, dans un premier temps à petite échelle, afin notamment de mieux comprendre quelles seraient les meilleures modalités d'accompagnement des

jeunes, et quelle part des volontaires SNU souhaiteraient bénéficier d'un tel accompagnement. Il s'agira notamment de répondre aux questions suivantes portant sur les profils des jeunes et sur l'action des associations et la possibilité de passage à l'échelle : combien et qui sont les jeunes qui souhaitent bénéficier d'un dispositif d'accompagnement ? Quelles sont les modalités d'accompagnement qui attirent le plus les jeunes et celles qui s'avèrent les plus efficaces ? Comment sélectionner les jeunes pour lesquels cet accompagnement est le plus utile ? Comment maintenir le désir d'engagement des jeunes ? Certains abandonnent-ils l'accompagnement et leur parcours d'engagement ? Pour quelles raisons ?

L'appel à projets, a été lancé fin 2023, les projets ayant vocation à démarrer courant 2024 et à se poursuivre durant deux années. ■

## Tableau synthétique des expérimentations du FEJ

INTITULÉ	PARTENARIAT PORTEUR/ ÉVALUATEUR	DATE DE FIN
<b>NOUVEAUX APPELS À PROJETS</b>		
Promotion de l'égalité filles-garçons sur les temps péri et extrascolaires - APEGA	Sélection en 2024	
Favoriser l'engagement des jeunes réalisant le SNU - APSNU	Sélection en 2024	
<b>PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET FAVORISER L'INSERTION PAR LA LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME ET L'ILLECTRONISME DES JEUNES ULTRAMARINS - APDOM7</b>		
Numook, la création collective d'un livre		
Numérique par les adolescents	Lecture Jeunesse/Agence Phare	2026
Tous les mots ont une histoire	Rectorat de Guadeloupe/Pluricité	2026
L'engagement étudiant au service de la jeunesse en Guadeloupe	AFEV/Pluricité	2026
IDEAS BOX	Croix Rouge/Quadrant Conseil	2026
Numook, la création collective d'un livre numérique par les adolescents	Lecture Jeunesse/Agence Phare	2026
Radio des mots	Bibliothèque sans frontières / Quadrant Conseil	2026
Lutter contre la fracture numérique des jeunes ultramarins	Emmaüs Connect/ASDO études	2026
FORM 'ACTIV	Mission locale Centre est Savanes Guyane/Itinere Conseil	2026
<b>PRÉVENTION DES CONDUITES À RISQUES ET MEILLEUR ACCÈS AUX SOINS POUR LES JEUNES ULTRA-MARINS - APDOM6 - SANTÉ</b>		
Réseau Enfance	Programme Bien-Etre des populations de l'intérieur de la Guyane / La Critic	2024
Application numérique "Espace Santé Jeunes" : Prévenir et réduire les comportements à risques chez les jeunes des Îles du Nord	Croix-Rouge française (Saint-Barthélemy, Saint-Martin) / TJB Ecoconseil	2024
Réseau santé prévention	Mairie de Dumbea, Nouvelle-Calédonie / Laboratoire PASSAGES-CNRS	2024
Prévention des conduites à risques et lutte contre les addictions et les substances psychoactives par la pratique des activités sportives	Direction de la culture, de la jeunesse et des sports de la Province Sud (Nouvelle-Calédonie) / JEUDEVI	2023
Prévention et accompagnement des grossesses chez les adolescents en Guyane	Réseau Périnatal Guyane / Agence Phare	2023

Des images et des mots pour prévenir	Madin'Jeunes Ambition Martinique / TJB Ecoconseil	2023
'EPROM ADDICT' Un village santé addiction itinérant adapté aux besoins locaux	Éducation prévention réinsertion Outre-mer Mayotte/ Études ethnosociologiques de l'Océan indien	2023
Expérimentation d'espace santé jeunes itinérant	Maison des adolescents - Association MLEZI MAORE Ma yotte / Études ethnosociologiques de l'Océan indien	2023
Prévention des conduites addictives en Nouvelle-Calédonie	Croix-Rouge française (Nouvelle-Calédonie) / Laboratoire PASSAGES-CNRS)	2023
<b>EXPÉRIMENTATIONS HORS APPEL À PROJETS EN OUTRE-MER - HAPDOM</b>		
Égalité devant l'avenir (HAPDOM)	Mission locale de Guyane / Penne Études Conseils	2024
Favoriser l'accès et la réussite des jeunes dans leurs cursus de formation en apprentissage	CCI Martinique / Université Paris Est Marne-la -Vallée	2024
Programme « FAMILIRE », actions éducatives familiales comme levier pour lutter contre l'illettrisme et l'illectronisme des jeunes parents ultramarins	ANLCI	2026
<b>INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES, DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE POUR ET PAR LES JEUNES - APDOM6 - RÉUNION</b>		
Jeunes en Mouvement vers l'Emploi - JEME	Mission locale Sud / Université de La Réunion	2024
<b>JEUNES EN MILIEU RURAL - APRURAL</b>		
En route vers la santé	Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté / LERIS	2024
Le lieu mobile	MJC Morlaix / Geste	2024
'Je chemine, tu chemines, nous cheminons en Gâtine'	Centre socioculturel de l'Airvaudais et du Val-du- Thouet / COPAS	2024
Rêves d'installation	Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne / Sauléa	2024
Mobi'coloc : bouger, se loger, s'installer avec la sous-coloc en milieu rural	Union nationale des comités locaux pour le logement autonome des jeunes / Penne Études Conseils	2024
Un réseau régional de campus ruraux de projets en Grand-Est	Union régionale des foyers ruraux Grand-Est / Agence Phare	2024
Vivre et travailler au pays : de l'idée au projet de vie en milieu rural	AZIA / CNRS TREE	2024
L'Ariège : une pépinière d'initiatives pour les jeunes citoyens	Ligue de l'Enseignement, Fédération des oeuvres laïques de l'Ariège / Agence Phare	2024
Jeunes en milieu rural - Rapport de synthèse des expérimentations		2024
<b>PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ENVERS LES JEUNES - APDISCRI 2</b>		
Discriminations vécues de jeunes de quartiers populaires de l'agglomération grenobloise et d'autres territoires métropolitains ou de banlieue : articuler lutte et prévention des discriminations liées à l'origine ethnique supposée et du territoire	Grenoble- Alpes Métropole / Agence Phare	2024
Lutte contre les inégalités et les discriminations multifactorielles à l'orientation scolaire	Ville de Villeurbanne/ISM CORUM	2024
Un engagement national des missions locales pour lutter de façon systémique contre les discriminations	ARML PACA / Fédération TEPP/CNRS - Université Paris-Est Marne-la-Vallée	2024

## LE SOUTIEN À LA RECHERCHE

*L'INJEP soutient la recherche en sciences sociales sur la vie associative, l'éducation populaire, la jeunesse et le sport. Avec l'objectif de faire dialoguer des univers qui trop souvent s'ignorent : les pouvoirs publics, les acteurs et actrices de terrain et les chercheurs et chercheuses. L'institut édite une revue académique de référence sur la jeunesse (Agora débats/jeunesses) et finance des travaux de recherche via des appels à projets thématiques. Enfin, l'institut a lancé en 2022 son prix de thèse, dont la troisième édition sera consacrée au sport et aux pratiques sportives en 2024.*

### Appels à des projets de recherche

Depuis de nombreuses années, l'INJEP soutient des projets de recherche portés par des équipes universitaires, en partenariat éventuel avec d'autres institutions publiques, afin de contribuer à la production de connaissances sur la jeunesse, l'éducation populaire, la vie associative et le sport. Les rapports de recherche issus de ces travaux enrichissent les publications de l'institut.

Depuis 2022, **ce soutien à la recherche se structure autour d'appels à projets thématiques s'adressant aux laboratoires de recherche de sciences humaines et sociales.**

Les éditions précédentes des appels à projets de recherche ont porté sur l'animation socioculturelle, sur le logement des jeunes, sur les pratiques sportives et sur le rapport au travail des jeunes. Pour 2024, deux nouveaux appels à projets de recherche seront lancés dont les thématiques ont été déterminées en lien avec le conseil scientifique et d'orientation de l'INJEP : « Accès à l'autonomie de jeunes : comparaisons européennes » et « Violences urbaines ».

### Revue scientifique *Agora débats/jeunesses*

*Agora débats/jeunesses* est une revue quadrimestrielle de recherche publiée à l'initiative de l'INJEP, animée par un comité de rédaction ouvert à plusieurs disciplines et composé de chercheurs, d'universitaires et d'experts.

**La revue, au travers d'articles de recherche, entend approfondir la connaissance sur les jeunes, leurs situations, leurs modes de vie, leur environnement, les relations qu'ils entretiennent avec les autres générations.** *Agora débats/jeunesses* est une revue classée à l'AERES en sections sociologie/démographie et sciences de l'éducation, éditée par les Presses de Sciences Po et accessible sur CAIRN et Persée.

En 2024, trois numéros de la revue sont en préparation : I) Les études... et à côté ? Les modes de vie des étudiants ; II) Jeunes et santé mentale : les ressources disponibles et leur appropriation ; III) Jeunes, spiritualités et religion.

### Prix de thèse de l'INJEP

L'INJEP a créé en 2022 son Prix de thèse lui permettant de conforter sa position de centre d'expertise sur la jeunesse, l'éducation populaire, le sport et la vie associative, ainsi que sur les politiques qui leurs sont dédiées, et de renforcer son soutien au rayonnement de la recherche.

Ce prix annuel vise à récompenser des travaux récemment publiés pour leur qualité exceptionnelle, leur originalité et leur intérêt dans les champs thématiques de l'INJEP. Le montant du prix est de 3 000 €. Le prix est ouvert aux doctorants de 3<sup>e</sup> cycle ayant soutenu une thèse au sein d'un établissement supérieur français dans les champs thématiques de l'INJEP, quelle que soit la discipline de sciences humaines, sociales, économiques et politiques concernée.

Le prix est organisé annuellement et porte sur une ou plusieurs thématiques parmi les suivantes : jeunesse, éducation populaire, sport et vie associative. Après une édition 2022 dédiée à l'éducation populaire et la vie associative, et une édition 2023 portant sur la jeunesse et les politiques de jeunesse, **l'édition 2024 portera sur le sport et les pratiques sportives.** ■

## Tableau synthétique des travaux dans le cadre du soutien à la recherche

INTITULE	PARTENARIAT	DATE	LIVRABLE
<b>REVUE SCIENTIFIQUE AGORA DÉBATS JEUNESSES</b>			
Les études... et à côté ? Les modes de vie des étudiants		2024	Agora
Jeunes et santé mentale : les ressources disponibles et leur appropriation		2024	Agora
Jeunes, spiritualités et religion		2024	Agora
Jeunes et travail numérique		2025	Agora
Varia		2025	Agora
<b>PROJETS SOUTENUS DANS LE CADRE DES APPELS À PROJETS DE RECHERCHE</b>			
<b>RAPPORT AU TRAVAIL DES JEUNES</b>			
L'autonomie des jeunes demandeurs d'emploi dans la relation d'accompagnement	LISE CEET	2024	Rapport
L'(in)employabilité des jeunes "invisibles". Analyse des représentations et pratiques des intermédiaires de l'emploi du programme DEST1	Université d'Artois Défenseur des droits	2024	Rapport
Rapport au travail et condition d'emploi des jeunes Outre-mer. Entre pesanteur historique, fragmentations du climat social et incertitudes économiques : analyses sectorielles dans les collectivités locales de la Martinique et de la Guadeloupe	Laboratoire Caraïbéen de Sciences Sociales (LC2S)	2025	Rapport
Orientation, conditions d'emploi et rapport(s) au travail des diplômés de l'enseignement professionnel	IREDU / LEST	2025	Rapport
Épanouissement professionnel et bifurcations. Aspirations, tensions et conditions de travail des jeunes	IRISSO-CNRS	2025	Rapport
<b>PRATIQUES SPORTIVES</b>			
Différenciation sociale des modes de vie et des pratiques physiques de jeunes issus de l'immigration	CNRS EHESS	2024	Rapport
Trajectoires des sportifs de haut niveau en situation de handicap		2024	Rapport
Données sur les activités physiques, sportives, récréatives de pleine nature en France : mise en œuvre d'une approche multiple	Institut National Universitaire Champollion (INUC)	2025	Rapport
Trail-running : activité, espace, lieux - Territorialités et mobilités	Territoires, Villes, Environnement et Société / Université du Littoral Côte d'Opale	2025	Rapport
"Voulez-vous danser avec moi?" De l'espace social des "dances à deux" à l'évolution des normes de genre dans la pratique de quatre danses en France	Centre Max Weber UMR5283	2025	Rapport

<b>ACCÈS AU DROIT (EN LIEN AVEC LE DÉFENSEUR DES DROITS)</b>			
Les représentations des jeunes des QPV dans le recrutement et l'emploi : l'ubérisation fait-elle reculer les stéréotypes?	Laboratoire PAVE Défenseur des droits	2024	Rapport
Mesurer la couverture et le traitement médiatiques des joueurs et des joueuses des équipes de France de football sur les représentations et pratiques des jeunes	Université d'Artois Laboratoire SHERPAS	2024	Rapport
Jeunesses étudiantes et accès au droit au temps de Parcoursup (DEREDUC 2)	CURAPP Université de Picardie Jules Verne Défenseur des droits	2024	Rapport
ADOPRIVACY : sensibiliser les jeunes à la protection de la vie privée sur les plateformes numériques	Université Paris 8 INSPE Toulouse Université Rennes 2 Université Lyon 1 et 3 Défenseur des droits	2024	Rapport
<b>ANIMATION SOCIOCULTURELLE</b>			
L'animation à l'âge du collège	Université de Tours, Laboratoire CITERES	2024	Rapport
Les métiers et les publics de l'animation socio-culturelle à l'épreuve des terrains d'aventure	Universitaire Paris Nanterre	2024	Rapport
« Tenir au travail » : épreuves et carrières professionnelles des directeurs et coordinateurs des MJC de la Loire	Université Jean-Monnet	2024	Rapport
Le point de vue des enfants sur les ACM : évolutions et prise en compte par le monde de l'animation	EXPERICE, Université Paris Nord	2024	Rapport
<b>LOGEMENT DES JEUNES</b>			
Conditions de logement des jeunes ruraux: mal-logement des jeunes/jeunes mal-logés	LISST	2024	Rapport
Comprendre le rapport des jeunes ruraux à leur logement : quelles attentes et quels parcours résidentiels ? Le cas du Sicoval	LISST	2024	Rapport
De l'habitat de passage au logement à soi : recherche sur les conditions d'habitat et d'accès au logement des jeunes en situation de précarité	PACTE	2024	Rapport
Le foyer des jeunes. Enquête sur les ressorts sociaux des stratégies immobilières chez les jeunes ruraux	INRAE	2024	Rapport
« Vivre ensemble en coloco » : Sociologie de la cohabitation entre jeunes adultes	CERLIS	2024	Rapport
<b>ENGAGEMENT</b>			
Perception des jeunes de l'avenir en matière d'environnement	Centre d'études des mouvements sociaux EHESS	2024	Rapport
De l'intention des jeunes de s'engager dans l'armée à leur engagement en actes	Maison des Sciences de l'Homme Aquitaine Centre Émile Durkheim	2024	Rapport
Comprendre la (non) participation à un conseil de jeunes : rapport des jeunes aux institutions, engagement et citoyenneté	LEST	2024	Rapport
<b>VIE ASSOCIATIVE</b>			
Conditions, organisation et relations de travail dans les structures de l'économie sociale et solidaire	LATTS Université Paris Est Marne La Vallée	2024	Rapport
Réseaux associatifs et médias civiques : comment les associations créent et utilisent des outils de réseau pour la participation démocratique	IFMA	2024	Rapport
Renforcer le pouvoir d'agir des salariés en insertion : les innovations associatives dans le secteur de l'insertion par l'activité économique	IRES	2024	Rapport
Travail du dirigeant associatif : organiser la délibération sur la valeur de l'action	Laboratoire d'intervention et de recherche Atemis	2024	Rapport

CONDITIONS DE VIE DES JEUNES			
Le traitement social, éducatif et judiciaire des jeunes en difficulté à Mayotte (TRASEJMA)	DYSOLAB Université de Rouen	2024	Rapport
REVUES DE LITTÉRATURE			
Jeunes et environnement		2024	Rapport
Faire la fête, diversité des formes festives et modalités de participation des jeunes		2024	Rapport
Les colonies de vacances : quelles évolutions récentes en France, en Europe et à l'international ?		2024	Rapport
Les pratiques numériques des jeunes		2024	Rapport
Des pratiques aux politiques de mobilité pour les jeunes		2024	Rapport
Prix de thèse de l'INJEP 2024 portant sur le sport et les pratiques sportives			



## LES MISSIONS SUPPORT AU SOUTIEN DES TRAVAUX SCIENTIFIQUES

*Les fonctions dites de support sont indispensables à l'activité de l'INJEP. L'activité éditoriale des publications papier et web de l'institut s'accompagne de l'organisation de nombreux événements. Par ailleurs, le Centre de ressources et de documentation met à la disposition des chercheurs et acteurs de terrain une collection spécialisée unique en France sur la jeunesse, l'éducation populaire et l'animation, la vie associative, et le sport.*

### Documentation et centre de ressources

**La mission Documentation-Centre de ressources de l'INJEP (MDOC) met à disposition un fonds documentaire spécialisé sur les politiques et la sociologie de la jeunesse, l'éducation populaire, la vie associative et le sport.** Elle propose un service d'appui et de proximité aux missions de l'INJEP et des ministères en charge de la Jeunesse et des Sports. Plus largement, elle propose un espace de travail ouvert aux acteurs de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative et du sport, avec des collections d'ouvrages et de revues réunies en un même lieu.

L'activité de la MDOC se partage en trois axes principaux.

#### **La mise à disposition et l'enrichissement des collections du fonds documentaire de l'INJEP**

Celle-ci se poursuit en 2024 avec, notamment, la consolidation du processus d'achats (ouvrages et abonnements de périodiques, plateformes numériques, etc.) avec les services compétents du MENJ et le lancement du projet d'acquisitions d'ouvrages numériques pour 2024-2025. **L'accroissement annuel dans le catalogue Télémaque vise les 1 000 à 1500 nouvelles notices bibliographiques, dont plus d'un tiers de références numériques.**

L'année 2024 sera marquée par la préparation d'un déménagement de site annoncé pour 2025 qui implique la requalification du fonds (inventaires, désherbages, volumétrie, etc.). La Mission documentation sera vigilante et sera force de proposition pour conserver et faire évoluer son offre de service auprès de ses lecteurs.

#### **Les livrables et veilles documentaires**

Ils constituent une part notable des activités de la mission. **La lettre bimensuelle INJEP Veille & Actus, diffusée à plus de 5 000 contacts, évolue en 2024, avec une nouvelle maquette et de nouvelles fonctionnalités de créations et d'envois.** Par ailleurs, la MDOC devrait produire une quinzaine de bibliographies thématiques en lien avec le webinaire mensuel des « Rendez-vous de la doc », douze lettres mensuelles présentant les nouvelles acquisitions, et la sortie annuelle du dossier « Un an de politiques de jeunesse ». Par ailleurs, une dizaine de veilles documentaires se poursuivent en 2024. Un accent particulier sera mis sur la thématique des Jeux olympiques et paralympiques 2024.

## L'évolution du portail documentaire

En 2024, elle est corrélée à la consolidation de l'espace dédié au Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ) récemment créé dans le catalogue de références en ligne de l'INJEP (Télémaque). Par ailleurs, avec la montée en version du système de gestion de bibliothèque (SIGB) programmée en 2024, le portail documentaire sera révisé avec de nouvelles fonctionnalités (générer des maquettes pour les bibliographies et la liste des acquisitions) et avec une nouvelle organisation : valorisation des collections et capitalisation des anciennes collections de l'INJEP, valorisation du fonds documentaire en fonction de l'actualité, etc.

## Valorisation et diffusion des productions

La mission valorisation et diffusion (MVD) pilote et met en œuvre la politique de valorisation et de diffusion des connaissances produites ou capitalisées par l'Institut, à travers notamment une offre éditoriale articulant papier et web, l'organisation d'événements et des actions de communication. Elle a pour objectif de favoriser la diffusion des travaux, leur visibilité, leur compréhension et leur appropriation par les différents acteurs. En 2024, la MVD poursuit sa stratégie de large diffusion des travaux de l'INJEP dans des modalités adaptées à la diversité de ses publics.

### Une production éditoriale riche et diversifiée

La production éditoriale constitue une part importante de l'activité de la MVD qui apporte son soutien et son expertise à l'ensemble des missions de l'institut pour proposer une offre éditoriale riche combinant des publications de synthèse et des publications d'analyses et de recherches approfondies.

En 2024, une cinquantaine de publications sont programmées. Elles s'inscrivent dans les 6 collections de l'INJEP allant de la revue de recherche à la « Fiche repères » de 2 pages, en passant par des recueils d'indicateurs de référence infographiés, des rapports d'étude et des 4 pages qui en extraient et synthétisent les résultats significatifs, ou des ouvrages d'analyses et de mutualisation de pratiques.

2024 sera également marquée par la mise en place de traductions d'une sélection de publications courtes réalisées en lien avec le Bureau des relations internationales de la DJEPVA.

### Le renforcement de la diffusion numérique et des formats accessibles

Le site internet et les réseaux sociaux sont au cœur de la stratégie de diffusion et de valorisation de l'INJEP. En 2024, la MVD poursuivra l'enrichissement et les évolutions du site internet visant à faciliter l'accès à nos ressources et à mieux valoriser nos productions et activités. Au programme notamment : un accès thématique en premier niveau, l'alimentation d'une rubrique dédiée au Fonds d'expérimentation pour la jeunesse, la relance de la lettre d'information et la refonte de nos dossiers et la mise en avant des ressources dans le cadre des JOP. La MVD portera également une attention particulière au respect du Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA) et à la version mobile du site internet.

Engagée depuis plusieurs années dans le développement de formats animés, vidéos, ou infographiés pour faciliter la compréhension et l'appropriation, la MVD consolidera ces productions et leur large diffusion à travers les réseaux sociaux.

## Des événements pour des échanges et partages des savoirs accessibles à tous

Les événements de l'INJEP sont gratuits et ouverts à tous, ils contribuent à animer la réflexion collective et le débat public en mobilisant des acteurs divers. Afin de leur donner davantage d'échos, la MVD poursuit sa politique de mise à disposition des captations des événements sur son site internet pour permettre un accès durable aux échanges, ainsi que l'organisation d'événements en ligne ou conjuguant présentiel et distanciel qui permettent d'ouvrir les événements à un public élargi et géographiquement éloigné. En 2024, en lien avec la mission Documentation, la MVD confortera les évolutions du format et de la fréquence des Rendez-vous de la Doc' vers des webinaires réguliers et ouverts à tous.

## Suivi administratif et financier

Le pôle administratif et financier (PAF) de l'INJEP assure la gestion administrative, juridique et financière de l'institut. Son activité se décline sur deux principaux axes.

### Programmation, exécution et suivi des crédits

Le pôle administratif et financier assure la programmation, l'exécution et le suivi des crédits relatifs aux activités et missions de l'unité opérationnelle (UO) « INJEP » au sein du BOP de l'administration centrale du programme 163. Il prépare le suivi administratif et financier (gestion Etat) des achats et conventions de subventions de l'INJEP. Il supervise les dépenses, les achats, et les subventions et s'assure de la disponibilité des crédits. Le suivi financier est effectué tout au long de l'année lors de dialogues de gestion pour optimiser l'utilisation des crédits et détecter les écarts. Le pôle pilote le processus d'achats publics, garantissant le respect des procédures. En outre, il soutient les missions en mettant en place des procédures conformes aux règles d'achat public et veille, dans le cadre de marchés publics, au respect des engagements pris par l'administration vis-à-vis des prestataires.

### Gestion administrative et financière du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse

Le pôle administratif et financier assure la gestion administrative et financière des appels à projets lancés au travers du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ) piloté par l'INJEP. Le pôle assure la programmation et le suivi des crédits du FEJ en lien avec la Caisse de dépôts et consignations (CDC).

Le pôle administratif et financier assure l'analyse des dossiers de candidature lors de la phase de recevabilité des pièces administratives en vue de l'élaboration des conventions d'expérimentation et des avenants.

Il contrôle l'exécution financière aux différentes phases du projet et procède, à l'issue des réunions de synthèse, à l'émission des ordres de paiement à l'attention de la CDC pour paiement des subventions allouées aux porteurs et aux évaluateurs des projets.

Le Pôle contribue à la préparation des réunions des instances du Fonds (Conseil de Gestion/Conseil scientifique et d'orientation). Il prépare et présente l'Etat prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) pour les Conseils de gestion du FEJ. ■

# ANNEXES

Les annexes suivantes décrivent de manière détaillée chacun des projets d'études inédits qui occuperont les équipes de l'INJEP en 2024. Ils sont classés par thématique et présentent les méthodologies employées, les échéances de réalisation, ainsi que les partenariats éventuels. Figurent également ici les résumés des numéros des revues de l'INJEP : *Agora Débats/Jeunesses* et les « Cahiers de l'action ».

## JEUNESSE ET POLITIQUES DE JEUNESSE

### ENTRÉE DANS LA VIE ADULTE ET CONFIANCE EN L'AVENIR PROFESSIONNEL

À 24-25 ans les jeunes en emploi sont les plus confiants dans leur avenir professionnel alors qu'au contraire les jeunes en étude sans emploi et les jeunes NEET sont les moins confiants. Ce travail vise à mieux comprendre comment se distinguent les jeunes en termes de confiance ou d'inquiétude vis à vis de leur avenir professionnel et comment évoluent leurs niveaux d'optimisme ou d'inquiétude selon la forme que prennent leur scolarité, leur insertion professionnelle, leurs trajectoires résidentielles, l'évolution de leurs ressources et leur installation dans la vie adulte au regard des déterminants sociaux et de genre. L'enquête en panel sur l'*Entrée dans la vie adulte* (EVA) produite par la DEPP et l'INSEE permet en effet de connaître et de suivre dans le temps l'opinion qu'ont les jeunes entrés en 6e en 2007 de leur avenir professionnel au travers une question posée chaque année depuis 2013 (« En ce qui concerne votre avenir professionnel, vous êtes ... « plutôt optimiste » ; « plutôt inquiet » ; « ne sais pas »).

*Méthodologie : analyses statistiques d'une enquête quantitative.*

*Calendrier : 2024*

### DES JEUNES ET DES MENTORS, ANALYSE D'UNE RELATION D'ACCOMPAGNEMENT AUX CONTOURS FLOUS

Dans le cadre de la mise en place du plan « Un jeune, une solution », le gouvernement met en œuvre « Un jeune, un mentor » et cherche ainsi à favoriser cet accompagnement. Le mentorat est un engagement entre un mentor bénévole et un jeune mentoré. Ce binôme est encadré par une structure, le plus souvent une association. Cette forme d'accompagnement n'est pas nouvelle, mais demeure peu étudiée surtout d'un point de vue qualitatif. Il s'agira de mener une enquête de terrain, au sein de plusieurs associations, auprès des jeunes et des mentors en confrontant leur point de vue afin de rendre compte des deux facettes de la relation. Quels jeunes bénéficient de cet accompagnement ? Qui sont les mentors qui s'engagent dans une telle démarche ? Quels sont les effets de cet accompagnement sur les parcours d'insertion sociale et professionnelle des jeunes ? Quelle place occupe cet accompagnement au sein du maquis des dispositifs dédiés à l'insertion sociale et professionnelle ? Sur quelle philosophie d'intervention est-il construit ?

*Calendrier : 2023-2024*

*Méthodologie : enquête qualitative, réalisation d'observations et d'une cinquantaine d'entretiens auprès de jeunes et des mentors.*

## **PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE : DES ARBITRAGES AU QUOTIDIEN POUR LES JEUNES**

La période de crise sanitaire a été aussi marquée par des images de files d'attente devant des points de distribution alimentaire, où la présence de jeunes a suscité beaucoup de réactions. La précarité alimentaire étudiante n'est pas nouvelle, mais la crise l'a faite sortir de l'ombre et en a renforcé l'intensité. Quelles solutions et quels arbitrages font les étudiants précaires pour faire face à des conditions de vie dégradées ? Alors que le coût de la vie augmente et que les ressources économiques restent stables ou faiblissent, où se trouvent les solidarités qui permettent à chacune et à chacun de tenir chaque mois ? Quelles aides sont accessibles et mobilisées ? L'étude propose d'éclairer la manière dont les étudiants opèrent la hiérarchisation de leurs besoins (logement, alimentation, transports, santé, etc.) pour organiser et faire face aux situations de « survie » auxquelles ils sont confrontés en cette période de crise et d'inflation importante.

***Méthodologie : Entretiens semi-directifs auprès d'un échantillon de 45 étudiants et personnes agissant au niveau institutionnel ou associatif sur la précarité étudiante.***

***Calendrier : 2023-2024***

## **ÉCHANGES ECONOMICO-SEXUELS À L'ADOLESCENCE : ENQUETE EXPLORATOIRE**

Si au début des années 2000 la question de la précarité des jeunes a croisé celle des échanges économico-sexuels d'une partie des étudiants, plus récemment c'est la question des échanges économico-sexuels dès l'adolescence qui interpelle les professionnels de jeunesse et une partie des associations, quatre ans après l'adoption de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre la prostitution et à accompagner les personnes prostituées. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'enquête qualitative sur les échanges économico-sexuels dont font l'expérience une fraction des jeunes (y compris les jeunes pris en charge par des institutions de protection de l'enfance (ASE / PJJ).

Un premier volet de l'enquête sera mené auprès des professionnels de jeunesse : il s'agira de saisir l'appréhension des échanges amoureux et sexuels à l'adolescence, d'analyser les représentations de la sexualité des jeunes et son évolution, et de prendre en compte comment les professionnels de jeunesse appréhendent et prennent en compte les situations d'échanges économico-sexuels à l'adolescence. Un second volet sera mené auprès des jeunes filles et garçons (âgés de 13 à 25 ans) sur les dimensions économiques de la sexualité, incluant la question de la prostitution, mais pas seulement. Il s'agira de prendre en compte les milieux sociaux dans lesquels vivent les jeunes, leurs conditions de vie et leurs aspirations pour situer les enjeux autour de la sexualité et de leur entrée dans la sexualité, qu'ils aient ou non déjà eu des relations sexuelles tarifées ou transactionnelles.

***Calendrier : 2024-25***

***Méthodologie : entretiens avec des professionnels de jeunesse et de jeunes de 13 à 25 ans.***

***Partenaires : USPN/IRIS***

## LES JEUNES QUI RECOURENT A L'AIDE ALIMENTAIRE

Les données de l'*Enquête auprès des personnes fréquentant les lieux de distribution d'aide alimentaire* réalisée par l'INSEE et la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) à l'automne 2021 seront mobilisées afin de mieux connaître le recours à l'aide alimentaires par les jeunes. Nous chercherons à identifier les spécificités des jeunes recourants à l'aide alimentaires en les comparant aux autres recourants et de comprendre quelles sont les fractions de la jeunesse les plus concernées.

*Méthodologie : analyses statistiques d'une enquête quantitative.*

*Calendrier : 2024*

## ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ EN MILIEU SCOLAIRE : ATTENTES DES ADOLESCENTS ET ADOLESCENTES

Depuis la loi de 2001 sont prévues 3 séances d'éducation à la sexualité en milieu scolaire par an pendant toute la scolarité. Si l'on sait que les conditions de mise en place de ces heures sont très variables selon les établissements scolaires, il conviendrait après notamment après le mouvement « me too » et dans un contexte de diversification des sources notamment à travers des comptes thématiques sur les médias sociaux de comprendre au plus près les représentations qu'ont les jeunes adolescents et adolescentes sur ces séances et leurs attentes en matière d'information, de prévention, d'accompagnement autour des questions de sexualités et de santé sexuelle. Cette recherche s'intéressera aux discours produits par les jeunes filles et garçons sur ces séances en milieu scolaire (qu'ils et elles en aient bénéficié ou non) mais aussi à comprendre comment ils et elles construisent et mobilisent leurs sources d'informations au prisme de la classe sociale, du genre, de l'âge et de l'origine ethnique notamment, tout en tenant compte de la socialisation à la sexualité dans le contexte familial et amical.

*Méthodologie : enquête qualitative par entretiens compréhensifs avec des collégiennes et collégiens scolarisés en milieu urbain et rural*

*Calendrier : 2023-2024*

## TRAVAIL DES LYCEENS ET TRAJECTOIRES SCOLAIRES

À la différence des étudiants, le travail des lycéens durant leurs études constitue un angle mort de la recherche et des politiques publiques en France. La question de cette conciliation travail/études des élèves du secondaire a en revanche été étudiée dans de nombreux pays (Berthet & Pontier, 2019). L'objectif de ce programme de recherche, soutenu par l'Agence nationale de la recherche, est ainsi d'explorer cette problématique méconnue du travail lycéen en quantifiant ce phénomène, en analysant les modalités de son développement et en étudiant ses impacts sur le parcours scolaire des « lycéens laborieux » élèves. Ainsi, cette recherche explore de manière centrale l'hypothèse selon laquelle les élèves des familles les plus défavorisées seraient ceux qui développent la plus forte intensité de travail et s'exposent ainsi aux risques les plus élevés de décrochage. Cette recherche s'appuiera sur la contribution théorique de la sociologie de l'action publique et de l'approche par les capacités.

*Calendrier : 2023-2024*

*Méthodologie : enquête qualitative (200 entretiens de lycéens et de lycéennes, entretiens collectifs) et méthode quantitative (passation d'un questionnaire).*

*Partenaire : LEST, ANR*

## DES PRATIQUES AUX POLITIQUES DE MOBILITÉ POUR LES JEUNES

Les mobilités quotidiennes occupent un rôle majeur dans les processus d'autonomisation des jeunes vis-à-vis des espaces familiaux que constituent la famille et l'école. Expérimentées seul ou entre pairs, elles fondent les premières expériences autonomes d'exploration et de confrontation à l'altérité dans le domaine public. Toutefois, les pratiques de mobilité des jeunes sont marquées par de nombreuses disparités et fortement structurées tant par des inégalités de genre que par de multiples contraintes socio-économiques, matérielles et territoriales.

Comment les pratiques de mobilité influencent-elles la socialisation adolescente, avec quelles conséquences pour les jeunes résidant dans des territoires considérés comme enclavés, faiblement dotés en transports en commun ? Les multiples contraintes susceptibles de compliquer les mobilités quotidiennes engendrent-elles des phénomènes de repli, d'assignation à résidence ? Quels types de politiques locales en faveur des mobilités juvéniles sont-elles déployées ? Par ailleurs, dans un contexte de sensibilité accrue aux enjeux environnementaux comme à un coût de plus en plus élevé de l'automobile, observe-t-on des changements dans les rapports des jeunes à la voiture, voire des aspirations accrues à un report vers d'autres modes de transport ?

Ce programme d'étude donnera lieu dans un premier temps à la réalisation d'une revue de littérature visant à synthétiser l'état des connaissances quant aux enjeux des mobilités quotidiennes des jeunes. Cette démarche sera suivie d'une étude portant sur des terrains locaux.

*Calendrier : 2024-2025*

## LES PRATIQUES NUMÉRIQUES DES JEUNES : REVUE DE LITTÉRATURE

Quelles sont les pratiques numériques des jeunes, dans un contexte de transition vers le « tout-numérique » ? Aujourd'hui, les jeunes font, en effet, une utilisation croissante du numérique pour communiquer, se rencontrer, se divertir, s'informer, suivre des cours ou bien – chez les plus âgés d'entre eux – pour effectuer des démarches administratives, une recherche d'emploi, de logement, des achats, etc. Pour autant, elles et ils ne sont pas égaux dans l'accès au numérique, et n'ont pas nécessairement conscience des « risques » inhérents à l'utilisation de certains outils.

Ce projet vise ainsi à synthétiser les connaissances acquises sur les pratiques numériques des jeunes en s'appuyant sur les grandes enquêtes statistiques et les études qualitatives menées en France sur ce sujet, au cours de cette dernière décennie. Une attention particulière sera, en outre, portée aux inégalités et aux exclusions sociales que le numérique est susceptible d'engendrer.

*Méthodologie : recension des travaux sociodémographiques traitant des pratiques numériques des jeunes*

*Calendrier : 2023-2024*

## ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL DES JEUNES : CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET APPROPRIATION DU LOGEMENT

Parmi les personnes vivant dans un logement social en 2016, 0,3% avaient 20 ans, contre 2,3% qui avaient 45 ans (INSEE). L'offre de logement social spécifique pour les jeunes se concentre essentiellement sur les résidences étudiantes, gérées par les CROUS, et les foyers des jeunes travailleurs. Cela reste largement insuffisant. Malgré ce constat d'une pénurie de logements abordables pour les jeunes, les conditions d'entrée et de maintien dans le logement social de ce groupe d'âge spécifique demeurent relativement peu étudiées en sciences sociales.

Dans un contexte plus général où l'accès au logement social relève d'un parcours difficile et long, en particulier dans les grandes villes, cette recherche s'attachera à analyser les conditions d'attribution de logements sociaux à des jeunes (18-30 ans), ainsi que les trajectoires résidentielles et logiques d'appropriation du logement.

Qui sont les jeunes qui accèdent et vivent dans un logement social ? Au-delà des plafonds de revenus, quelles sont leurs ressources sociales, économiques et culturelles qui jouent dans l'accès au logement ? Quelles sont les représentations qu'ont les jeunes du logement social ?

*Méthodologie : entretiens qualitatifs et observation, comparaison de différents territoires.*

*Calendrier : début printemps 2024*

### **ENQUÊTE PARCOURS ET VIE AFFECTIVE DES JEUNES ADULTES (ENQUÊTE ENVIE)**

L'INJEP participe au groupe de conception et d'exploitation de cette enquête portée par l'INED. Celle-ci a pour objectif de comprendre les différentes manières de vivre la jeunesse, en s'intéressant plus particulièrement à la vie affective relationnelle et sexuelle. Car si on connaît bien les parcours scolaires et professionnels des jeunes adultes, on sait moins de choses sur leur vie privée. Des changements importants ont pourtant eu lieu. Tout d'abord, il est plus courant aujourd'hui que par le passé de vivre plusieurs histoires amoureuses et sexuelles avant de s'installer. Cela veut dire que les jeunes sont nombreux à avoir connu la séparation, mais aussi que les périodes de célibat sont courantes et parfois longues. En même temps, de nouveaux modes de rencontres sont apparus sur Internet et *via* les applications mobiles. Ces services, qui changent la sociabilité et les conditions de rencontres, sont devenus très populaires auprès des jeunes. De même, les sexualités bi, gay et lesbienne sont devenues plus visibles et les attitudes paraissent aujourd'hui plus tolérantes. L'objectif de l'enquête est de saisir ces changements, en accordant une attention particulière aux différences sociales et sexuées dans la manière d'entrer dans la vie amoureuse et sexuelle. L'interrogation par téléphone concernera des jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans. L'échantillon sera constitué d'environ 10 000 personnes.

*Calendrier : 2024-2025 : analyse, exploitation et publication des premiers résultats*

## **ENGAGEMENT**

### **S'ENGAGER ICI ET LÀ-BAS : LES CARRIÈRES MILITANTES DES JEUNES DESCENDANTS D'IMMIGRÉS**

Ce projet s'intéresse à l'engagement transnational des descendants d'immigrés du Maghreb, de Turquie, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique Sub-Saharienne et à son articulation à des pratiques et engagements citoyens au niveau national et local. Par « engagement transnational », nous privilégierons les activités et pratiques qui se déploient au-delà d'une frontière nationale et qui participent à recomposer le rapport au politique et les formes d'appartenance des descendants d'immigrés entre le pays d'origine et le pays de résidence. Plusieurs travaux entrepris dans le prolongement de l'enquête TeO ont en effet déjà permis de montrer que loin de s'exclure, le niveau national et le niveau transnational tendent davantage à s'auto-alimenter. Plus encore, les descendants d'immigrés qui témoignent de l'intérêt pour la politique du pays d'origine seraient avant tout des personnes intéressées par la politique française. Il s'agira donc d'analyser non seulement les « éléments déclencheurs » de différentes « carrières militantes » (événement politique, discriminations, racisme, etc.), mais aussi de saisir la transmission intergénérationnelle des pratiques de citoyenneté.



*Calendrier : 2023-2024*

*Méthodologie : 40 entretiens biographiques auprès des jeunes descendants d'immigrés*

*Partenaires : Laboratoire CNRS LEST*

## **#METOO DANS LES ESPACES RURAUX. FORMES DE MOBILISATION ET D'ENGAGEMENT DES JEUNES**

L'abondante littérature entreprise ces dernières années sur la question de la « libération de la parole » dans la suite du mouvement #MeToo a pourtant laissé dans l'ombre la dimension territoriale, conduisant à généraliser à l'ensemble des territoires des analyses et points de vue essentiellement urbains. Laissant à penser que ces mouvements seraient portés par des militantes et militants urbain.es, aguéri.es et/ou de classe supérieure, ces terrains de lutte présentent pourtant dans les territoires ruraux de nombreuses spécificités qui nécessitent pour les militant.es engagé.es sur ces causes d'ajuster les répertoires d'actions aux contraintes du contexte. La recherche problématique de l'anonymat dans des zones rurales peu denses « où tout le monde se connaît », la plus grande dépendance économique de certaines victimes vis-à-vis des auteurs de violence, une connaissance parfois insuffisante des dispositifs de soutien, le manque de structure d'hébergement, etc. implique de la part des militant.es comme des victimes des outils de mobilisation, de sensibilisation, de soutien spécifique. Comment le mouvement #MeToo s'est-il diffusé dans les réseaux associatifs existants ? Dans quelle mesure a-t-il ouvert la voie à des nouvelles modalités d'engagement et d'action collective des jeunes conduisant à des connexions nouvelles entre anciennes générations de militant.es engagé.es depuis de nombreuses années sur ces causes à de nouvelles portées par de nouveaux répertoires de luttes ?

*Calendrier : 2023-2024*

*Méthodologie : enquête qualitative par entretiens compréhensifs avec des responsables associatifs, jeunes militantes et militants, observation ethnographique*

## **L'ANCRAGE TERRITORIAL DU SERVICE CIVIQUE**

Actuellement, environ 10 % d'une génération réalise un service civique. Toutefois, de fortes disparités existent entre les départements ultramarins et la métropole, mais également entre les départements de l'hexagone (Corse comprise) ce qui conduit à s'interroger sur la façon dont le dispositif s'insère dans les contextes locaux et la façon dont il peut être influencé par ces derniers. Ce travail vise mieux comprendre les déterminants de la réalisation du service civique en adoptant un niveau d'analyse départementale et en mobilisant l'indicateur conjoncturel de réalisation du service civique – permettant d'estimer la part d'une génération qui réalise le service civique- calculé à partir des données d'ELISA. Ainsi, si 36 % des jeunes Guadeloupéens effectuent un service civique, dans l'hexagone cette part oscille entre 18 % dans l'Aisne et seulement 3 % en Haute-Savoie. De même, les profils des volontaires (niveau de diplôme ou situation d'emploi à l'entrée en mission) et les types de structures d'accueil (association ou service public) diffèrent très fortement d'un département à l'autre. Ces écarts sont surtout liés aux caractéristiques de la jeunesse au niveau local, notamment la part des jeunes au chômage ou inactifs (hors formation), et à l'offre d'accueil de volontaires dans le service public.

*Calendrier : premier trimestre 2024*

*Méthode : analyses statistiques de données d'enquête quantitative et de données administratives*

## LES RUPTURES DE MISSIONS DE SERVICE CIVIQUE

En 2022, un peu moins du quart des missions achevées de service civique ont été rompues avant le terme initialement prévus. En mobilisant des données ELISA, cette étude visera à mieux comprendre les différentes tendances à la rupture de missions de service civique selon les profils de volontaires et selon les types de mission et d'organisme d'accueil. Il s'agira également mesurer la façon dont les motifs de rupture varient selon les configurations et donc d'estimer les risques de ruptures en essayant de distinguer les ruptures « positives » (par ex. embauche en CDI ou CDD) et « négatives » (par ex. abandon de poste), selon l'âge et le sexe du volontaire, son profil à l'entrée en mission, la résidence en QPV, le type d'organisme d'accueil, le domaine de la mission, la durée hebdomadaire, etc. Avec l'ensemble de ces caractéristiques, on tentera de distinguer des types particuliers de ruptures associés à des profils de jeunes et à des formats de missions spécifiques.

*Méthodologie : analyses statistiques de données administratives.*

*Calendrier : 2024*

*Partenaires : Agence du service civique*

## VIE ASSOCIATIVE

### L'IMPACT DU MÉCÉNAT DE COMPÉTENCES SUR LA VIE ASSOCIATIVE FRANÇAISE

Encore peu connu par le grand public et peu appréhendé par la recherche scientifique française, le mécénat de compétences est un objet pertinent pour mieux comprendre les mutations du secteur associatif mais aussi la porosité toujours plus importante entre entreprises à capital et organismes à but non lucratif. Dans le prolongement de l'étude menée sur les ressorts individuels de l'engagement dans le mécénat de compétences en association, il semble opportun de compléter l'analyse par l'observation directe de l'intégration et de la participation des collaborateurs volontaires à la vie de l'association. L'objectif de l'enquête est de cerner les possibilités d'engagement des salariés volontaires dans les associations d'accueil, les modalités de leur accompagnement mais aussi en retour les effets du mécénat de compétences sur la gouvernance, la conduite collective, la gestion et le déploiement du projet du côté des associations elles-mêmes. Ce nouveau volet de la recherche tentera de répondre à 4 grandes questions portant sur 1/ les conditions d'accès au mécénat de compétences, 2/ les raisons pour lesquelles les associations se portent candidates à l'accueil d'un salarié, 3/ les conditions concrètes d'un tel partenariat, 4/ ses effets concrets sur la structure associative et sur son action.

*Méthodologie : 92 entretiens semi-directifs, observations ethnographiques dans 17 établissements/associations, questionnaire aux associations (N=800)*

*Calendrier : 2023-2024*

*Partenaires : Laboratoire IRISSO-CNRS / Université Paris-Dauphine*

## LES DONN EN FRANCE. UN FRANÇAIS SUR DEUX DONNE À UNE ASSOCIATION

En 2021, un Français sur deux de 16 ans ou plus déclare avoir effectué au moins un don à une association au cours des 12 derniers mois. Le montant total des dons monétaires déclarés à l'administration fiscale en 2021 s'élève à 2,8 milliards d'euros (Bazin, Duros et Malet, 2022). Or, une grande partie des dons n'est pas visible dans les déclarations fiscales, notamment les petits dons. A partir de l'enquête nationale sur l'engagement associatif et les dons 2021 (ENEAD), cette étude présente les caractéristiques des dons – monétaires et en nature – effectués par les français et identifie les caractéristiques sociodémographiques spécifiques des donateurs. Combien les Français donnent-ils, depuis quand et à quelle fréquence ? Quelles sont leurs motivations à donner ? Donnent-ils plutôt dans des situations d'urgence ou de crise, ou en dehors de telles situations ? Quel est le profil des Français qui donnent ?

## BÉNÉVOLAT D'ENTREPRISE ET INCITATIONS À L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF

Depuis de nombreuses années les entreprises font la promotion auprès de leurs salariés de l'engagement associatif. Du côté des associations, alors que les bonnes volontés bénévoles peuvent parfois manquer, le succès de ce « bénévolat d'entreprise » constitue une ressource supplémentaire. La recherche proposée fait l'hypothèse que les entreprises façonnent les modalités de l'engagement associatif des salariés (conditions de mise en œuvre des missions bénévoles, leurs contenus, etc.) au travers de différentes incitations qu'il s'agira d'appréhender. A cet égard, cette enquête interrogera la porosité toujours plus importante entre entreprises à capital et organismes à but non-lucratif. Comment les entreprises conditionnent-elles l'engagement bénévole de leurs salariés ? Dans quel cadre de relations entre entreprises et associations, se déploie cet engagement ? Une partie de l'enquête cherchera à appréhender de la même manière les incitations à l'engagement associatif auprès des agents de la fonction publique (loi 3DS).

*Méthodologie : enquête qualitative avec entretiens semi-directs et observations de 15 entreprises et 8 collectivités publiques*

*Calendrier : 2023-2024*

*Partenaires : Laboratoire IRISSE-CNRS / Université Paris-Dauphine*

## PRÉFIGURATION D'UN BILAN ANNUEL DE L'EMPLOI ASSOCIATIF – ÉCARTS DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES SALARIÉS DU SECTEUR ASSOCIATIF ET LES AUTRES

On compte en France environ 1,3 million d'associations en activité, et près d'un salarié sur dix du secteur privé travaille dans l'une d'entre elles. Les salariés du secteur associatif sont-ils différents des salariés du secteur privé lucratif et du secteur public ? L'enquête emploi de l'Insee permettra d'observer les écarts de rémunération entre ces différents salariés. En s'aidant du travail déjà réalisé par des stagiaires Ensaie lors d'un projet statistique, nous identifions les variables qui influent le plus sur les inégalités salariales. Ainsi, nous montrons qu'il existe un écart de rémunération brut de 5 et 13 % en défaveur du secteur associatif, respectivement avec le privé et le public. Néanmoins, ces écarts se réduisent en incluant des variables de contrôle sur les caractéristiques individuelles de l'individu et ses conditions d'emploi. La base tout salarié, produite par l'Insee, permettra d'apporter un éclairage sur les conditions d'emploi au travers le volume de travail (nombre d'heures, temps complet/partiel), le salaire horaire, le type de contrat (CDI/CDD/contrats aidés...) et le cas échéant, la durée du contrat.

## DONS REÇUS PAR LES ASSOCIATIONS (DONNÉES DGFIP)

Jusqu'à présent, les études déjà menées mobilisaient les données issues des déductions fiscales des particuliers en faveur des organismes d'intérêt général ou reconnus d'intérêt public (notamment des associations), afin de mieux comprendre les comportements de don des ménages et le rôle des incitations fiscales ? L'exploitation des données fiscales relatives au mécénat des entreprises permettra une meilleure connaissance de ce sujet : quelles entreprises

participent au mécénat, quel effort financier représentent ces dons, quel rôle jouent les incitations fiscales, quels organismes bénéficient de cette générosité. Les données relatives aux reçus fiscaux délivrés permettront quant à elles de caractériser les associations bénéficiant de dons déductibles d'entreprises ou de particuliers.

## ÉDUCATION POPULAIRE

### LES UNIVERSITÉS POPULAIRES EN FRANCE

Dans le prolongement des travaux déjà engagés sur les universités populaires à l'INJEP, un ouvrage sera réalisé pour mieux caractériser les publics des universités populaires à partir d'une enquête par entretien et questionnaire en ligne. L'ouvrage entend rendre compte de ce travail en détaillant leurs activités, leurs publics, leur mode de structuration, leur organisation, leur modèle économique. La variété des pratiques examinées le conduira à insister sur le caractère hétérogène de cet ensemble qui constitue un univers composite et complexe.

*Calendrier : 2023-2024*

*Partenaires : CERLIS*

### ÉDUCATION POPULAIRE ET TRANSITION NUMÉRIQUE : DE L'IMPACT DE L'INTÉGRATION DU NUMÉRIQUE DANS LE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF (FORMATION, GOUVERNANCE, DONNÉES)

Les associations d'éducation populaire sont, à l'image de l'ensemble du monde associatif, bousculées par la transition numérique. Le besoin d'équipement, la réflexion sur les outils pédagogiques, la constitution de base de données complexes, les usages numériques de la jeunesse sont autant de dimensions de cette transition numérique. Afin de mieux comprendre les implications pratique, pédagogique et professionnelle de ces transformations, ce projet de recherche propose de se concentrer sur la manière dont 3 grandes fédérations (Céméa, Centres sociaux, Ligue de l'enseignement) intègrent le numérique dans ces différentes facettes. Si un certain nombre de travaux ont pu déjà aborder le numérique comme nouvelle thématique d'activité pour l'animation, nous essaierons ici de l'intégrer davantage à travers une sociologie des pratiques professionnelles permettant de dépasser le seul rapport aux outils pour intégrer les manières de faire fédération/collectif (animation de réseaux, accompagnement, gouvernance, etc). Un travail de veille et de recherche par entretien (environ 40 entretiens avec des animateurs, des responsables de réseaux ou des responsables des structures ou dispositifs) permettra de restituer les dynamiques et enjeux de la transition numérique dans l'éducation populaire à travers l'étude de l'élaboration d'outils et de projets spécifiques (promeneurs du net, centres sociaux connectés, chatons, bénévolib, zourit...).

*Calendrier : 2023-2024*

### L'ANIMATION SCIENTIFIQUE ET L'ÉDUCATION POPULAIRE À L'ENVIRONNEMENT : UN HÉRITAGE ENTRE ÉDUCATION, SCIENCES ET SOCIÉTÉ (1970-2000)

Si l'évolution des pratiques d'éducation à l'environnement à l'école est désormais relativement bien documentée, on connaît en revanche moins celles plus atypiques de l'animation scientifique et de l'éducation populaire à l'environnement. Marquée par des outils et dispositifs pédagogiques originaux, elle trouve son origine dans le croisement de pratiques ancrées dans la culture scientifique et technique et dans le champ de l'animation socioculturelle. En s'appuyant des fonds d'archives inexploités (ANSTJ, planète

sciences) et sur des entretiens réalisés auprès d'animateurs et responsables associatifs engagés depuis les années 1980 dans ce domaine (ANSTJ, Petits débrouillards, École et Nature, etc), cette étude visera à mieux comprendre la nature du rapport entre sciences et pédagogie dans des pratiques associatives marquées par un engagement à comprendre l'environnement dans une dimension scientifique, sensible et expérimentale. Ce travail donnera lieu à une contribution à ouvrage collectif consacré à l'animation nature et dirigé par Laurent Besse et Dominique Bachelard.

*Calendrier : 2024*

## **ANALYSE DES FICHES DE SIGNALEMENT D'ÉVÉNEMENTS GRAVES EN ACM**

Dans la continuité de travaux menés sur les violences faites aux enfants et aux jeunes il s'agira dans cette recherche d'analyser les fiches de signalements d'événements graves concernant les mineur-es en ACM avec et sans hébergement. Dans une perspective sociologique, l'objectif est de comprendre les circonstances des événements, les caractéristiques des personnes impliquées, mais aussi de caractériser les violences et ce à partir des données administratives. Cette enquête sera aussi l'occasion de saisir les conditions de remplissage et de transmission des fiches de signalement aux différentes étapes.

L'objet de l'enquête est d'interroger dans quelle mesure la publicisation des données sur les violences faites aux enfants et en particulier les violences sexuelles, a affecté la mesure par l'État de ces phénomènes, ainsi que leur prise en charge par les services de l'État (police, justice, aide sociale à l'enfance, associations) ? Qu'est-ce que les données administratives nous permettent de comprendre de la visibilité ou de l'invisibilité des différentes formes de violences et de victimes et de leur évolution respective au cours des 10 dernières années ?

*Méthodologie : analyse d'archives administratives de la Djepva (période 2023-2013) et entretiens avec des SDJES*

*Calendrier : 2024*

## **ÉTUDE DU COÛT ET DU MODÈLE ÉCONOMIQUE DES COLONIES DE VACANCES**

Une étude économique sur le secteur des colonies de vacances (1 330 000 départs de mineurs en 2022-2023) est envisagée afin d'actualiser la dernière étude datant de 2016. Comme la précédente étude, celle-ci consistera notamment à identifier les principales modalités économiques des offres existantes à partir de l'exploitation de grilles de décomposition du coût de séjours remontées par des opérateurs volontaires et à identifier des axes d'analyse pouvant faire l'objet d'une prochaine étude plus approfondie à partir d'entretiens exploratoires menés auprès d'organismes de différentes catégories juridiques, de prescripteurs et de partenaires.

*Calendrier : 2024*

## SPORT ET PRATIQUES SPORTIVES

### LE SPORT EN ENTREPRISE EN 2023

Mêlant à la fois des enjeux de bien-être et de convivialité pour les employés, comme de visibilité, d'attractivité et de cohésion pour les employeurs, le sport en entreprise revêt une dimension sociale clé dans un contexte de sortie de crise sanitaire où nombre de Français ont pris la mesure de l'importance de la pratique sportive et de ses bénéfices sur la santé physique et mentale. L'édition 2023 du *Baromètre national de la pratique sportive* intègre de nouvelles questions sur la promotion du sport dans le cadre de l'entreprise, telles que les mesures et les politiques d'encouragement mises en œuvre ou les équipements mis à disposition par les employeurs, ainsi que sur l'articulation entre travail et pratique sportives (lieux, moments de pratique, etc.). Ces questions permettront une analyse complémentaire à celle des liens entre la pratique sportive et organisation du travail, notamment la mise en place du télétravail. L'étude visera à analyser les liens entre l'emploi et le sport, tant du point de vue de l'articulation de la pratique sportive individuelle avec la vie professionnelle que de la pratique sportive en entreprise.

*Méthodologie : analyses statistiques de données d'enquête quantitative.*

*Calendrier : 2024*

*Partenaire : CRÉDOC*

### QUI SONT LES COLLÉGIENS PEU OU PAS SPORTIFS ?

Si le sport représente le plus gros dénominateur des collégiens en matière de loisirs, une part non négligeable d'entre eux restent à l'écart de cette tendance : 7 % ne font jamais de sport, 10 % n'en font que de manière occasionnelle. En mobilisant les données collectées dans l'*Enquête sur les activités des jeunes en dehors du collège* (AJEC) de la DEPP, cette étude tentera de préciser le profil de ces jeunes au travers leurs caractéristiques sociodémographiques dans une triple perspective : quels sont les facteurs de risque ? Quels sont les freins ? Quelles représentations sous-tendent cet éloignement du sport ?

*Méthodologie : analyses statistiques de données d'enquête quantitative.*

*Calendrier : 2024*

### EVOLUTION ET DECROCHAGE DE LA PRATIQUE SPORTIVE A L'ADOLESCENCE : MYTHES OU REALITES

La pratique sportive évolue tout au long de la vie et certains travaux mettent en évidence une baisse de la pratique sportive au moment de l'entrée au lycée qui se poursuivrait jusqu'en terminale, particulièrement parmi les lycéens professionnels. Pour éclairer cette question, cette étude mettra en rapport des données collectées dans l'*Enquête sur les activités des jeunes en dehors du collège* (AJEC) avec celles de l'*Enquête jeunes et orientation* de la DEPP, qui interroge les mêmes jeunes quatre ans après, en regardant comment évolue la pratique sportive entre la 4<sup>e</sup> et la terminale au regard des caractéristiques sociodémographiques et scolaires des jeunes. Cette étude permettrait de préciser le profil de ces décrocheurs sportifs.

*Méthodologie : analyses statistiques de données d'enquêtes quantitatives en panel.*

*Calendrier : 2024*

### **3 ANS APRÈS LE DIPLÔME, QUELLE INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLOMÉS JEUNESSE ET SPORT ?**

Un an après la sortie de formation, huit diplômés BPJEPS sur dix sont en emploi d'après les enquêtes annuelles d'insertion conduite par l'INJEP et la direction des sports (Lombardo, 2023), qu'en est-il à plus long terme ? En partenariat avec le CÉREQ, l'INJEP publiera en une étude sur la trajectoire d'insertion professionnelle des sortants du champ du sport et de l'animation durant leurs trois premières années de vie active depuis leur sortie de formation en 2017 jusqu'à leur situation à la date de l'enquête en octobre 2020. Ce travail décrira les conditions d'emploi à 3 ans, notamment en regard des autres sortants d'études ayant un niveau de diplômes équivalent mais aussi par rapport aux diplômés jeunesse et sport en 2010 (enquête *Génération* 2010). L'évolution du temps d'accès à l'EDI sera notamment analysée.

*Calendrier : premier trimestre 2024*

*Méthode : analyses statistiques de données d'enquête quantitative*

*Partenaire : CÉREQ*

### **LES PRATIQUES SPORTIVES DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

En 2024, la MEDES finalisera une étude visant à caractériser la pratique sportive des personnes en situation de handicap, en comparaison à celle des personnes qui ne le sont pas. Pour ce faire, deux sources sont mobilisées : le baromètre national des pratiques sportives (éditions 2018, 2020, 2022) et l'enquête santé européenne EHIS (European Health Interview Survey). L'étude portera principalement sur les 15-64 ans qui correspondent davantage à la population ciblée pour le handicap défini avec le GALI (Global Activity Limitation Indicator). Si le baromètre sport permettra d'analyser de la façon détaillée la pratique sportive des personnes en situation de handicap et ses modalités, l'enquête EHIS sera mobilisée pour étudier la pratique sportive régulière globale des personnes selon leurs limitations fonctionnelles (visuelle, auditive, motrice, psychique, etc.).

*Méthodologie : analyses statistiques de données d'enquête quantitatives.*

*Calendrier : 2024*

### **L'EFFET DES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES SUR LES EFFECTIFS DES CLUBS SPORTIFS**

La pratique sportive fédérale dépend largement des enfants de 1 à 13 ans (41 % des licences annuelles en 2022 d'après le recensement des licences). La baisse de la natalité observée depuis le début de la décennie 2010 ainsi que le vieillissement de la population pourraient influencer le profil démographique des sportifs détenant une licence annuelle dans les fédérations sportives pour les années à venir. En effet, d'après les projections de population de l'INSEE, le nombre d'enfants de 1-13 ans diminuerait de 840 000 entre 2022 et 2030 (-8 %), tandis que le nombre de séniors (56-99 ans) augmenterait de 2,2 millions (+10 %). Cette étude présentera différents scénarios (évolutions démographiques, évolutions de la propension à prendre une licence annuelle par fédération et par tranche d'âge) pour analyser les trajectoires possibles à moyen terme. Ce travail permettra d'identifier les fédérations qui pourraient le plus pâtir ou bénéficier de ces évolutions démographiques, afin qu'elles puissent anticiper les changements à venir.

*Méthodologie : analyses croisées de données quantitatives et de projection de population.*

*Calendrier : 2024*

## LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES LICENCES ANNUELLES : SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

Cent jours avant la cérémonie d'ouverture des JO, en partenariat avec l'INJEP l'INSEE publiera une étude nationale territoriale sur la pratique sportive et les licences annuelles détenues par les Français selon les régions. Ce travail vise à mettre en évidence des spécificités régionales de la pratique sportive mais aussi les hétérogénéités infrarégionales. Mobilisant plusieurs sources de données (*Enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives 2020*, recensement des licences annuelles de 2017 à 2022), cette étude permettra de comparer la pratique régulière et occasionnelle selon les régions et selon les univers sportifs des plus de 15 ans mais aussi de dresser des profils régionaux complets des licences annuelles par fédérations (nombre, évolution, profil sociodémographiques). Cette étude portera sur 89 fédérations unisports mais zoomera sur les fédérations olympiques à l'occasion des JOP.

*Méthodologie : analyses statistiques de données d'enquêtes quantitatives.*

*Calendrier : 2024*

*Partenaires : INSEE*

## LA PRATIQUE SPORTIVE EN QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE

La pratique sportive en quartier prioritaire de la ville (QPV) est plus faible que la moyenne nationale. En effet en 2019, parmi les 107 fédérations sportives dont les adresses du lieu de résidence associées aux licences ont pu être exploitées, 4,0 % des licences sportives sont localisées dans un quartier prioritaire (France métropolitaine et DROM - hors Mayotte), alors que les quartiers prioritaires représentent plus de 8 % de la population française totale en 2018.

Ce travail se propose de dresser un état des lieux de la pratique sportive et de ses déterminants dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV), qu'elle soit encadrée ou non. Pour cela deux sources principales seront mobilisées : d'une part le recensement des licences annuelles qui permet chaque année d'évaluer la pratique sportive en QPV au sein des clubs des fédérations agréées par le ministère des sports et, d'autre part, l'*Enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives 2020* (ENPPS). En effet, grâce à un financement complémentaire de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), l'ENPPS qui permet de décrire l'ensemble des pratiques d'APS des personnes âgées de 15 ans ou plus intègre un sur-échantillon de personnes résidents en QPV.

**Calendrier : 2024**

**Méthode : analyse de données d'enquêtes statistiques**

**Partenaire : ANCT**

## ÉCONOMIE ET EMPLOIS SPORTIFS : PREFIGURATION DU BAROMETRE DE L'EMPLOI SPORTIF

Suite au Grenelle de l'emploi et des métiers du sport de juin 2023, l'INJEP conduira une analyse de données quantitatives récentes sur l'emploi dans le sport. En l'absence de définition partagée au plan international ou national sur le périmètre à observer, mesurer l'emploi sportif demeure délicat. Ainsi un premier temps sera consacré à un travail méthodologique croisant les approches par secteurs, conventions collectives et profession dans le but d'établir une image fidèle du secteur sportif, et d'enrichir la réflexion du service statistique ministériel sur les meilleurs indicateurs à retenir pour un suivi régulier. Par ailleurs, l'emploi dans



le secteur sportif est particulièrement dynamique : il a quasiment doublé au cours des quinze dernières années (selon une approche sectorielle, *Chiffres clés du sport 2020*). Pour autant, les raisons de ce dynamisme demeurent encore mal connues. Ce travail visera à partir des données de l'enquête emploi en continue de l'INSEE et de données administratives issues de la déclaration sociale nominative à éclairer les évolutions de l'emploi mais aussi des conditions d'emploi dans le sport. Il s'agit *in fine* de préfigurer un baromètre annuel de l'emploi dans le sport ayant vocation à être publié annuellement à compter de 2024.

## PUBLICATION ET ANIMATION DE REVUE ET COLLECTION SCIENTIFIQUE

### REVUE AGORA DEBATS/JEUNESSES

*Agora débats/jeunesses* est une revue quadrimestrielle de recherche publiée à l'initiative de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, animée par un comité de rédaction ouvert à plusieurs disciplines et composé de chercheurs, d'universitaires et d'experts.

La revue, au travers d'articles de recherche, entend approfondir la connaissance sur les jeunes, leurs situations, leurs modes de vie, leur environnement, les relations qu'ils entretiennent avec les autres générations. *Agora débats/jeunesses* est une revue classée à l'AERES en sections sociologie/démographie et sciences de l'éducation, éditée par les Presses de Sciences Po et accessible sur CAIRN et Persée.

En 2024, trois numéros de la revue sont en préparation :

#### **93 – 2024.1 (avril) Les études... et à côté ? les modes de vie des étudiants**

Dans leurs modes de vie, les étudiant-es semblent pris-es entre deux mouvements contradictoires : d'un côté, leurs activités sont de plus en plus soumises à une forme d'injonction à anticiper la vie adulte, que ce soit dans leurs choix d'orientation, mais aussi dans leurs expériences de mobilité, leurs expériences professionnelles, leurs activités extra curriculaires (valorisées dans les différentes formes de sélection); de l'autre, par certains aspects, ils/elles revendiquent une certaine déconnexion entre ce qu'ils/elles expérimentent au cours de leur vie étudiante et leur vie adulte qu'ils/elles anticipent parfois avec appréhension. Ce dossier vise donc à éclairer les spécificités des vies et des expériences étudiantes « à côté » des études.

#### **94 – 2024.2 (juin) Jeunes et santé mentale : les ressources disponibles et leur appropriation**

Pour rompre avec les discours et représentations indifférenciés sur les jeunes et la santé mentale, il s'agira d'interroger les transactions et relations concrètes entre, d'une part, les dispositifs ou institutions qui mettent à disposition des ressources permettant de nommer et de soigner la souffrance psychique des jeunes et, d'autre part, les formes de réception de ces ressources. En ce sens, le dossier vise à interroger la pluralité des logiques d'objectivation de la santé mentale des jeunes, actuellement traversées par des dimensions politiques et culturelles où s'entrecroisent des enjeux de gestion des populations et de culture psychologique. Ce questionnement permet ainsi d'explorer les « effets sociaux du passage d'un sentiment diffus, implicite – un malaise par exemple – à l'état de discours verbal ou de discours écrit » – ici défini comme relevant de la santé mentale.

## 95 – 2024.3 (novembre) « jeunes, spiritualités et religion »

Ce dossier a pour objectif de rassembler un ensemble de travaux récents reposant sur des terrains variés et travaillant le religieux chez les jeunes, autour de la question de savoir ce que cela signifie pour des jeunes de s'identifier, ou de ne pas s'identifier, à une religion ou à une forme moins structurée de spiritualité. Ce questionnement implique de réfléchir à la façon dont l'engagement religieux, ou spirituel, s'inscrit dans un ensemble d'appartenances sociales et au cœur de logique inégalitaires de pouvoir – ainsi les formes de religiosité, chez les jeunes, ne sont pas indépendantes de leur position dans les rapports de genre, de leurs ressources culturelles et économiques, de leurs capitaux scolaires, de leur histoire migratoire...

### LES « CAHIERS DE L'ACTION »

La collection des Cahiers de l'action se propose d'offrir aux acteurs de la jeunesse des ressources sur des champs thématiques variés, utiles à leur travail, avec la volonté affirmée de faire émerger l'intelligence des pratiques. La collection est accessible en ligne gratuitement via CAIRN afin d'en faciliter l'accès et l'utilisation par les professionnels.

Deux numéros sont programmés pour 2024 :

#### N°62 [2024] L'animation au défis de l'adaptation de ses pratiques

L'émergence au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire et d'une action publique à leur destination s'est accompagnée d'une professionnalisation progressive des intervenants de jeunesse. À partir de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, à travers l'organisation des secteurs des loisirs, des sports et de l'intervention sociale et l'émergence des métiers d'animateur socioculturel et d'éducateur spécialisé puis, progressivement, en lien avec les politiques sectorielles destinées à prendre en charge des problématiques spécifiques aux différents échelons territoriaux, les professionnels se sont multipliés et diversifiés. Depuis les années 1980, ces derniers font face à des mutations sociales et politiques qui impactent leurs contextes d'exercice, leurs cultures et leurs activités professionnelles. Aujourd'hui, les pénuries de main-d'œuvre, notamment forte dans le secteur des accueils collectifs de mineurs, sont importantes. 80 % des opérateurs font ainsi état de difficultés de recrutement à la rentrée scolaire, représentant en moyenne 10 % de pénurie de main-d'œuvre dans le périscolaire spécifiquement. La crise sanitaire a accéléré depuis 2020 les difficultés en engendrant d'une part une lassitude des animateurs et animatrices et en limitant d'autre part la capacité des jeunes à se former. Pour autant, les véritables causes sont antérieures comme le prouve la baisse tendancielle des BAFAs délivrés chaque année (près de -20 % entre 2011 et 2019). Trop de jeunes se détournent de ces métiers qui leur semblent intéressants mais peu valorisés, peu rémunérés, avec des temps de travail morcelés et peu de perspectives d'évolution. Pour traiter de ces enjeux liés à l'animation, ce cahier de l'action se propose de décaler le regard pour l'aborder à travers des thématiques où l'on peut observer une adaptation des pratiques d'animation. On essaiera d'avoir à chaque fois des contributions restituant des pratiques d'animation en séjour ou hors hébergement et étant attentif à la parole aux contraintes des organisateurs ou collectivités.

#### N°63 [2024] L'impact de l'évaluation des associations

Depuis une vingtaine d'années, nombreuses sont les discussions et les travaux relatifs à l'évaluation du monde associatif. Cette thématique s'est imposée comme un enjeu important, d'une part car elle permet aux acteurs associatifs de « rendre compte » et de « faire la preuve » de leur activité, d'autre part car l'évaluation peut constituer un outil de réflexivité sur les pratiques pour les réseaux associatifs. Mais l'évaluation s'est imposée également « par le haut », dans le cadre des dispositifs de soutien et de contrôle enchâssés dans des logiques de financements conditionnés (appel à projet, convention d'objectif, etc). Elle interroge ainsi le monde associatif de l'intérieur (gouvernance, compétences, organisation, etc) et de l'extérieur (partenaire, réseau, territoire, etc). L'enjeu de ce cahier de l'action sera de s'intéresser à l'évaluation à partir du monde associatif en étant attentif aux logiques de conceptions des processus évaluatifs et d'évolution des métiers et projets qu'ils accompagnent. ■



## L'INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE (INJEP)

l Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) est un service à compétence nationale du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse créé par décret n° 2015-1771 du 24 décembre 2015.

■ **L'INJEP c'est à la fois un observatoire producteur de connaissances et un centre de ressources et d'expertise** sur les questions de jeunesse et les politiques qui lui sont dédiées, sur l'éducation populaire, la vie associative et le sport.

■ **Son positionnement : à la croisée des univers de la recherche, des statistiques publiques, des élus ou professionnels.** L'INJEP est un expert de référence capable de produire des données et analyses qui bénéficient à la fois des apports de la recherche et de l'expérience de terrain. Grâce à ce positionnement spécifique, il joue un rôle de passerelle entre les différents acteurs.

■ **Sa mission : contribuer à améliorer la connaissance** dans ces domaines par la production de statistiques et d'analyses, l'observation, l'expérimentation et l'évaluation.

■ **Son ambition : partager cette connaissance** avec tous les acteurs et éclairer la décision publique.

■ **Une équipe pluridisciplinaire : regroupant près de 50 agents,** l'INJEP bénéficie d'une diversité de compétences allant de la statistique publique, à la recherche, l'expérimentation et l'évaluation, en passant par les métiers de la documentation et de la communication.